

# JOURNAL

## DE CHIMIE MÉDICALE,

### DE PHARMACIE ET DE TOXICOLOGIE.

---

#### CHIMIE.

RECHERCHES EXPÉRIMENTALES SUR L'EMPLOI DE L'ACIDE NITRIQUE PUR, CONJOINTEMENT AVEC L'EMPOIS D'AMIDON, POUR DÉCOUVRIR LA PRÉSENCE DE L'IODE DANS UNE EAU MINÉRALE;

Par M. CASASECA.

Voici les résultats auxquels l'auteur de ce travail est arrivé:

1° L'éther sulfurique, même le plus pur, ne saurait être employé comme dissolvant de l'iodure de potassium.

2° Celui du commerce, contenant de l'alcool et de l'eau, ne saurait être employé pour déceler l'iodure dans le mélange de l'iodure avec un sulfure, un sulfite et un hyposulfite alcalins; parce que, dissolvant alors ces sels, la démonstration finale est manquée, vu qu'ils s'opposent à la formation de l'iodure bleu d'amidon.

3° C'est à la présence de l'éther acétique dans un éther sulfurique importé de France à la Havanne que l'auteur attribue d'avoir réussi précédemment avec ce produit.

4° L'éther acétique du commerce peut être employé à la place de l'éther sulfurique, en l'appliquant de même que l'auteur l'avait indiqué pour ce dernier dans son premier mémoire, sauf le traitement préalable par l'acide sulfurique, qui devient inu-

tile, et qui peut servir fort bien directement pour dissoudre l'iodure, et aider à déceler l'iode dans une eau minérale où l'iodure existerait à l'état de mélange avec des chlorures, des bromures, des sulfites, des sulfures et des hyposulfites, même n'y aurait-il qu'un cent-millième d'iodure et mille fois son poids de chacun des autres sels; car il fournit pour résultat final un résidu qui, dissous dans l'eau, donne un magnifique iodure bleu violet d'amidon, par l'empois et l'acide nitrique pur.

5° Par la seule intervention de l'acide sulfurique en excès, au moyen de l'ébullition de la liqueur pendant un quart d'heure, et sans recourir à l'éther acétique, quand il y a un grand excès de sels sulfureux, ou par l'addition préalable de 5 décigrammes de sulfite de soude par décilitre de l'eau à essayer, quand il y en a peu, on parvient aisément à constater jusqu'à 0 gr. 000002 d'iodure à l'état de mélange dans une eau minérale, même dans les cas les plus compliqués dont on ait des exemples.

6° Le traitement par l'éther acétique et au bain de vapeur, pendant cinq minutes, du résidu de l'évaporation à siccité complète d'une eau saline contenant une énorme quantité de bromure alcalin, constitue un nouveau et puissant moyen d'élimination de ce sel, bien plus simple, plus commode et plus expéditif que celui de l'emploi alternatif du chlore et de l'éther sulfurique.

7° Grâce à ce nouveau et second moyen d'élimination du bromure alcalin, l'on n'aura plus à craindre à l'avenir la présence du brome dans la recherche de l'iode, et partant, il ne tiendra plus dorénavant à la présence du bromure alcalin que l'on ne parvienne à découvrir dans l'eau de la mer l'iode qui jusqu'à ce jour s'y est soustrait aux recherches de tous les chimistes.

8° De tous les réactifs connus et proposés jusqu'à présent, l'acide nitrique pur, employé conjointement avec l'empois d'amidon, soit seul, soit précédé dans son emploi par l'interven-

tion à chaud de l'éther acétique, ou de l'acide sulfurique à 66 degrés Baumé, selon les circonstances, semble être le plus sensible, le plus commode et le plus économique.

9° L'introduction de ce nouveau réactif dans la pratique des recherches chimiques aidera singulièrement à la découverte de l'iode partout où il pourrait exister à l'état d'iodure.

**RECHERCHE DU PLOMB DANS LE CERVEAU ET LE FOIE**  
**du nommé Jeanneau (Pierre), mort d'encéphalopathie saturnine aiguë à l'hôpital Beaujon, le 15 octobre 1850 ;**

Par MM. AD. CHATIN et BOUVIER.

Désireux de fixer notre opinion sur un point de science médicale encore controversé, nous nous sommes proposé de rechercher le plomb d'intoxication dans le cerveau d'un homme qui venait de succomber, comme foudroyé par une encephalopathie saturnine aiguë, le surlendemain même du jour où il avait quitté les ateliers meurtriers d'une fabrique de céruse. Toutefois, et comme pour nous faire la main à une analyse qui ne laissait pas que d'être délicate, en raison de la très minime proportion du plomb que le cerveau pouvait contenir, nous fîmes une première opération sur le foie.

**Foie.** 300 grammes ont été coupés en très petits morceaux et mis à bouillir, pendant deux heures, avec 2,000 grammes d'eau acidulée par un dixième de vinaigre pyroligneux. Le soluté ayant été évaporé et carbonisé à l'aide d'un peu d'acide nitrique, le charbon a été traité par l'eau distillée bouillante aiguisée d'un vingtième d'acide nitrique. Après avoir chassé l'excès d'acide de la solution nitrique par concentration, nous l'avons soumise à un courant d'hydrogène sulfuré qui a déterminé un précipité noir abondant. Repris par l'acide nitrique bouillant, ce précipité a enfin fourni une solution plombique à

peu près pure, laquelle, privée de l'excès d'acide et réduite à 10 grammes, a offert les réactions suivantes :

Par l'hydrogène sulfuré, précipité noir ;

Par le sulfate de soude, précipité blanc ;

Par le cyanure ferroso-potassique, précipité blanc ;

Par l'iodure de potassium, précipité jaune.

*Cerveau.* La moitié de la masse encéphalique a été soumise au traitement qui précède ; seulement le soluté à mettre en contact avec les réactifs a été réduit à un gramme, en raison de la très petite quantité de plomb signalée dans le cours de l'opération par le gaz hydrogène sulfuré. Voici les réactions :

Hydrogène sulfuré, précipité brun-noir ;

Sulfate de soude, précipité blanc léger après quelques instants ;

Cyanure ferroso-potassique, précipité blanc léger après quelques instants ;

Iodure de potassium, dépôt jaune très léger après plusieurs heures.

Il résulte de ces essais que le cerveau, et surtout le foie, contiennent du plomb ; et si l'on considère que l'iodure de plomb est soluble à froid dans 1,000 à 1,200 portions d'eau, on peut admettre approximativement que les 300 grammes de foie contiennent un demi-centigramme (0,005), et le cerveau un demi-milligramme (0,0005) de cet iodure. Les équivalents chimiques du plomb (1294.5) et de l'iode (1579), montrent, d'ailleurs, que le métal toxique entre sensiblement pour moitié dans le poids de l'iodure.

Le procédé que nous avons suivi n'étant autre que celui recommandé par M. Orfila pour retrouver le plomb d'intoxication, à l'exclusion du plomb dit normal, ces recherches prouvent que l'on peut retirer du cerveau des cérusiers qui succombent brusquement à l'encéphalopathie saturnine, une trace appréciable de l'agent qui a causé leur mort.

## EXPÉRIENCES SUR LE SUC PANCRÉATIQUE DU VEAU;

Par M. J.-L. LASSAIGNE.

Depuis qu'il a été démontré que le suc pancréatique, extrait du chien, jouissait de la propriété remarquable d'émulsionner l'huile et d'opérer sa transformation en *acides gras*, soit à la température ordinaire, soit à la température du corps des mammifères, on devait désirer de soumettre aux mêmes expériences le suc pancréatique obtenu sur un grand herbivore, dans le but de constater s'il agissait de la même manière.

M. Colin, chef des travaux anatomiques de l'École d'Alfort, s'en étant procuré par la méthode qui lui a été indiquée par M. Bernard, et qu'il avait déjà mise en pratique avec succès sur le chien, nous en a remis une petite quantité que nous nous sommes empressé d'examiner.

Ce fluide, de couleur jaune-ambéré, est inodore; il est transparent, limpide, et possède une saveur salée assez prononcée; mis en contact avec le papier de tournesol rougi, il le ramène en quelques secondes à sa *teinte bleue primitive*. Chauffé, il devient opalin, se trouble et donne lieu à quelques flocons blancs coagulés, qui s'attachent à la paroi du vase où l'épreuve est faite.

La faible proportion qui était à notre disposition, ne nous ayant pas permis de le soumettre à une analyse immédiate, nous avons cru devoir examiner, de concert avec M. Colin, l'action qu'il exerçait sur les huiles.

A cet effet, nous l'avons divisé en plusieurs portions, dans des tubes de verre, et nous avons ajouté, sur chaque portion, une goutte d'huile d'olives pure; l'agitation à laquelle nous avons soumis ces tubes, n'a point émulsionné l'huile qui se séparait bientôt et surnageait le liquide. Cette action prolongée n'avait produit aucun effet, même après *huit heures* de con-

tact, à la température de  $+ 15^{\circ}$  centigrades, l'huile était restée neutre, et le liquide avait conservé son *alcalinité première*. En exposant ensuite les mêmes tubes dans un bain-marie d'eau à  $+ 38^{\circ}$ , et maintenant cette température pendant quatorze heures, nous n'avons observé aucun changement dans les propriétés de l'huile et dans celles du suc pancréatique soumis à cette expérimentation.

Ce résultat, opposé à celui qu'on obtient avec le suc pancréatique du chien, est-il constant pour cet herbivore? ou est-ce un fait exceptionnel dû à une altération du suc pancréatique dépendante de l'opération douloureuse que l'animal a subie? Nous ne pouvons admettre cette dernière hypothèse, puisque l'animal a survécu, et que sa santé ne paraît pas encore altérée.

#### NOUVEAUX FAITS POUR SERVIR A L'HISTOIRE DU SUC

##### PANCRÉATIQUE DU CHIEN;

Par M. J.-L. LASSAIGNE.

On sait, d'après les intéressantes recherches de MM. Bernard et Bareswil, que le suc pancréatique jouit de la propriété remarquable d'émulsionner les corps gras d'origines végétale et animale et de les transformer en *acides gras* et *glycérine* à la température de  $+ 35$  à  $+ 38^{\circ}$  centésimaux.

M. Bernard, en répétant dernièrement à l'École d'Alfort, de concert avec M. Colin, chef des travaux anatomiques, le procédé à l'aide duquel il en obtient sur les animaux, a bien voulu me faire remettre une portion de ce suc, qu'il avait extrait lui-même sur un chien de moyenne taille.

Les expériences auxquelles je l'ai soumis m'ont permis d'ajouter quelques faits à ceux déjà connus, et dont les principaux peuvent être résumés dans les propositions suivantes :

1<sup>o</sup> L'action du suc pancréatique sur les huiles s'exerce même à la température de  $+ 12$  à  $+ 15^{\circ}$  en moins de quelques heures;

En effet, en mouillant en plusieurs points un papier bleu de tournesol avec l'émulsion produite par l'huile d'olive et le suc pancréatique, les parties mouillées du papier bleu rougissent peu à peu, de la circonférence au centre, au contact de l'air; et il n'est pas nécessaire de maintenir le mélange pendant douze à quatorze heures à la température du corps des mammifères, comme l'ont avancé les auteurs cités plus haut.

22<sup>e</sup> Le mélange de suc pancréatique et d'huile s'acidifie à la température ordinaire, ainsi que nous l'avons constaté après un même temps;

23<sup>e</sup> Cette acidification se produit dans l'oxygène, l'air, l'hydrogène, le gaz azote et le gaz oxyde de carbone. L'air ne semble pas participer à cette singulière réaction, qui est peut-être due à une force de la même nature que celle désignée par M. Berzélius, sous le nom de *force catalytique*, pour expliquer certaines réactions de chimie inorganique et organique.

24<sup>e</sup> Le suc pancréatique peut conserver son alcalinité et sa propriété d'agir sur l'huile pendant plusieurs jours.

25<sup>e</sup> Dans les conditions où l'huile est modifiée par ce fluide, le sucre et la gomme n'éprouvent aucune altération, ce qui dénote l'action spéciale qu'il exerce sur les corps gras.

#### VI. ESSAI SUR LE DOSAGE DE L'IODE DANS LES SUBSTANCES ORGANIQUES, A L'AIDE DU CHLOROFORME;

Par M. RABOURDIN.

La recherche de l'iode au moyen de l'empois d'amidon ne laisse rien à désirer sous le rapport de la sensibilité, mais il n'en est pas de même quand il s'agit d'apprécier la quantité d'iode contenue dans les substances organiques.

M. Rabourdin propose le chloroforme non pas pour doser rigoureusement l'iode dans ces matières, mais pour arriver à

une approximation très satisfaisante. Le chloroforme peut d'ailleurs se placer avantageusement à côté de l'amidon pour déceler des traces d'iode, car, à l'aide de cet agent, on le découvre dans un liquide qui en renferme moins d'un cent millième de son poids.

Si l'on prend 10 grammes d'un liquide contenant un cent millième de son poids d'iodure de potassium, qu'on ajoute à ce liquide deux gouttes d'acide nitrique, quinze à vingt gouttes d'acide sulfurique et 1 gramme de chloroforme, par l'agitation le chloroforme prend une teinte violette très apparente.

L'auteur a essayé de mettre à profit cette propriété remarquable que possède le chloroforme d'enlever à l'eau l'iode que celle-ci peut tenir en solution à l'état libre, et de se colorer en violet, pour doser approximativement l'iode des corps organiques, et particulièrement de l'huile de foie de morue, si employée aujourd'hui en médecine.

On prend : huile de foie de morue, 50 grammes, que l'on mêle, par agitation dans une fiole, avec 5 grammes de potasse caustique fondue dans 15 grammes d'eau distillée, et on chauffe ce mélange dans une grande cuillère de fer, jusqu'à destruction complète de la matière organique ; le charbon provenant de cette combustion est lessivé avec de l'eau distillée pour lui enlever toutes ses parties solubles ; il faut employer le moins d'eau possible. Le liquide provenant du lavage est filtré, on y ajoute dix gouttes d'acide nitrique et de l'acide sulfurique concentré, en ayant soin de refroidir ; on y verse alors 4 grammes de chloroforme, et l'on remue vivement le tout. Par le repos, le chloroforme se dépose coloré en violet. On peut decanter le liquide surnageant et laver la solution chloroformique avec de l'eau, sans lui faire perdre de sa couleur.

D'un autre côté, on prépare une liqueur titrée renfermant 1 centigramme d'iodure de potassium pour 100 grammes d'eau

distillée, de manière que 10 grammes représentent 1 milligramme d'iodure.

On prend 10 grammes de cette dissolution, on y ajoute deux ou trois gouttes d'acide nitrique, vingt gouttes d'acide sulfurique et 4 grammes de chloroforme; par l'agitation on obtient une coloration que l'on compare à la nuance donnée par l'huile de foie de morue. On est ordinairement obligé d'ajouter 1, 2 ou 3 grammes de liqueur titrée pour que la nuance soit de même intensité.

M. Rabourdin a essayé trois espèces principales d'huile de foie de morue qu'on trouve dans le commerce :

- N° 1. Couleur acajou foncé, dite brune dans le commerce ;
- N° 2. Couleur ambrée, dite blonde dans le commerce ;
- N° 3. A peine colorée, dite blanche ou anglaise dans le commerce.

Chaque espèce a été essayée trois fois, en agissant, comme il est dit plus haut, sur 50 grammes.

Pour avoir une couleur d'intensité égale à la coloration donnée par 50 grammes d'huile couleur acajou, on emploie 14 grammes de liqueur titrée, soit 0<sup>gr</sup>,0014 d'iodure de potassium, et 12 grammes seulement de la même liqueur pour les deux autres espèces d'huile.

Ces trois sortes d'huile renfermeraient donc sensiblement la même proportion d'iode, qui serait de 1 milligramme pour 50 grammes, si toutefois il n'y a pas de perte par la combustion. L'auteur a d'ailleurs constaté par l'expérience que le chloroforme s'empare de tout l'iode libre d'une solution aqueuse de ce corps : il a saturé 500 grammes d'eau par de l'iode pur ; après avoir filtré la solution, elle a été agitée à trois reprises différentes avec 15 grammes de chloroforme. La troisième fois, le chloroforme en est sorti à peine coloré.

Ici se place tout naturellement une remarque faite par

M. Rabourdin et qui peut avoir son utilité : c'est que le chloroforme pur, en dissolvant une petite quantité d'iode, prend une couleur violette très belle et tout à fait comparable à la teinte de la vapeur d'iode ; mais si le chloroforme est mêlé d'éther sulfurique, même en très petite quantité, au lieu d'une couleur violette, on n'a plus qu'une couleur vineuse et même rouge-caramel, si l'éther est en quantité notable ; ce caractère servira à faire découvrir la sophistication du chloroforme par l'éther.

---

#### ESSAI DES QUINQUINAS PAR LE CHLOROFORME ;

Par M. RABOURDIN.

*Quinquinas gris.* — 40 grammes d'écorces de quinquinas gris du commerce pulvérisés et passés au tamis de crin serré, sont humectés avec quantité suffisante d'eau acidulée par l'acide chlorhydrique (20 grammes d'acide pour 1 kilogramme d'eau) et tassés dans une petite allonge. Une feuille de papier à filtrer est placée dessus, et l'on verse de l'eau acidulée pour lessiver la poudre ; on arrête l'écoulement des liqueurs quand elles passent presque incolores et privées d'amertume (lorsque la poudre est uniformément et convenablement tassée, elle est épuisée quand on a recueilli 200 à 250 grammes de liquide) ; on ajoute à la liqueur passée 5 à 6 grammes de potasse caustique et 15 grammes de chloroforme : on agite vivement le tout pendant quelques instants, et l'on abandonne au repos. Au bout d'un temps plus ou moins long, mais qui n'excède pas une demi-heure, le chloroforme est déposé, entraînant avec lui toute la cinchonine. On décante avec soin le liquide rouge et transparent qui surnage le dépôt, sans laisser passer de celui-ci : on ajoute de l'eau à plusieurs reprises, en décantant chaque fois, jusqu'à ce que le dépôt soit bien lavé ; on le verse alors dans une capsule de porcelaine. Cette matière est composée d'une partie liquide, qui est une solution chloroformique de

cinchonine, d'une partie demi solide rougeâtre, formée de cinchonine, de chloroforme divisé et comme émulsionné, et de rouge cinchonique. On met la capsule sur un bain d'eau bouillante, pour chasser le chloroforme, et l'on traite le résidu par de l'eau acidulée d'acide chlorhydrique, qui dissout toute la cinchonine et une partie du rouge cinchonique. On filtre, et l'on ajoute à la liqueur de l'ammoniaque étendu de quinze fois son volume d'eau : cette addition se fait goutte à goutte en remuant : on cesse d'en ajouter aussitôt qu'il paraît un nuage blanc qui ne se dissout pas par l'agitation. Cette manipulation a pour effet de précipiter le rouge cinchonique sans toucher à la cinchonine. Il y a un moment à saisir et qu'il est facile d'apprécier, le rouge cinchonique se précipitant sous forme de flocons bruns rougeâtres, la cinchonine, au contraire, en flocons blancs caillebotés. Quand on a ajouté une quantité suffisante d'ammoniaque faible, on filtre la liqueur qui doit être incolore, on lave le filtre avec un peu d'eau distillée, et l'on précipite les liqueurs réunies par un excès d'ammoniaque ; le précipité est de la cinchonine pure, dont il est facile de constater les propriétés chimiques. Ce précipité est recueilli, séché et pesé.

Une première expérience m'a donné 0<sup>gr</sup>.19 ; et une seconde, 0<sup>gr</sup>.195 de cinchonine. En prenant le nombre le plus élevé, on a 4,87 d'alcaloïde pour 1 kilogramme de quinquina gris.

*Quinquinas jaunes.* — Il n'est pas nécessaire d'agir sur plus de 20 grammes d'écorces de quinquina jaune ; la proportion d'alcali organique étant beaucoup plus forte dans cette espèce de quinquina que dans le quinquina gris.

20 grammes de quinquina jaune pulvérisés et passés au tamis de crin serré, sont épuisés par de l'eau acidulée, comme il a été dit ci-dessus en parlant du quinquina gris. L'écoulement de liqueurs est arrêté quand elles passent incolores et insipides : on obtient ainsi de 150 à 200 grammes de liquide, auquel on

ajoute 5 à 6 grammes de potasse caustique et 10 grammes de chloroforme. On agite pendant quelques instants, et l'on abandonne au repos : il se fait un dépôt blanchâtre, très dense, composé de quinine, de cinchonine et de chloroforme ; quelquefois la séparation est complète et se fait en un instant, laissant surnager un liquide rouge et transparent, qu'on peut immédiatement décantier ; on lave la solution chloroformique ; on la recueille dans une petite capsule, et par l'évaporation spontanée du chloroforme, les alcaloïdes restent à l'état de pureté.

Je crois inutile de parler des quinquinas rouges ; ils se conduisent comme les quinquinas jaunes dont je viens de parler, et tout ce que j'ai dit relativement à ces derniers leur est applicable.

---

### TOXICOLOGIE.

---

#### TENTATIVE D'EMPOISONNEMENT PAR LA NOIX VOMIQUE.

##### *Analyse et rapport à ce sujet,*

Par M. L.-V. AUDOUARD aîné, pharmacien à Béziers.

*A monsieur le juge d'instruction de l'arrondissement de Béziers.*

- Monsieur le juge d'instruction,
- Par votre ordonnance, en date du 14 du mois courant, vous m'avez commis à l'effet de vous faire un rapport sur l'analyse chimique d'un ragoût, apporté chez moi par le sieur P., épicier à Béziers.
- J'ai procédé à cette analyse, sur la demande du sieur P. lui-même, qui m'a dit que sa servante et lui avaient pu à peine toucher à ce ragoût, à cause de son goût excessivement amer, et que le peu qu'ils en avaient mangé avait suffi pour les indisposer assez fortement.

• Voici, monsieur le juge d'instruction, la marche que j'ai cru devoir suivre, et les résultats que j'ai obtenus : je me suis aidé, surtout, des préceptes et des observations contenus dans l'excellent traité de M. le professeur Orfila, qu'on peut appeler, avec raison, le fondateur de la toxicologie.

• Le ragoût était contenu dans un petit plat de terre vernissée, muni de son couvercle. Il se composait principalement de viande, de céleri et de graisse ou sauce figée. Son odeur était celle du céleri cuit, sans mélange d'odeur particulière. On y remarquait en assez grande quantité, principalement au fond du plat, et, en quelque sorte, sous la viande et la sauce figée, une poudre grossière, d'un gris brunâtre, semblable à de la noix vomique râpée, qu'on aurait humectée d'huile ou de graisse. La viande, le céleri et la sauce avaient une saveur excessivement amère.

• J'ai séparé, autant que possible, la poudre au moyen de lavages à l'eau distillée froide, qui, néanmoins, a entraîné de la graisse et des détritüs alimentaires. Cette séparation étant faite, je me suis livré aux expériences ci-après :

• 1° J'ai fait bouillir une portion de poudre dans suffisante quantité d'eau distillée. Le décoctum, séparé de la graisse par refroidissement et par filtration, était jaunâtre, opalin, amer. Il rougissait, mais très faiblement, le papier de tournesol. L'ammoniaque et l'acide azotique ont rendu sa couleur plus foncée. L'infusum alcoolique de noix de galle l'a précipité légèrement en blanc grisâtre.

• 2° J'ai fait bouillir une autre portion de la même poudre dans de l'eau distillée suffisamment additionnée d'acide acétique concentré. Le décoctum, séparé de la graisse par refroidissement et par filtration, était très limpide et à peine coloré : il avait le goût de l'acide acétique, mais suivi d'une saveur amère très prononcée. Après avoir divisé ce décoctum en plu-

sieurs portions, j'ai traité celles-ci par les réactifs ci-après, et les résultats ont été les suivants :

- L'ammoniaque y a fait naître un précipité blanchâtre.
- Après saturation exacte de l'excès d'acide par l'ammoniaque, il a fourni des précipités blanchâtres par la teinture de noix de galle, l'iodure de potassium, le chlorate de potasse et l'oxalate d'ammoniaque. Après avoir été lavés à l'eau distillée, ces précipités ont pu se dissoudre en très grande partie dans de l'alcool hydraté. La petite portion, non dissoute, se composait uniquement de matières organiques. Dans l'opération avec l'oxalate d'ammoniaque, cette portion contenait, de plus, un peu d'oxalate de chaux.

- Avec le chlorure d'or et avec le chlorure de platine, le même decoctum acétique a fourni un précipité jaunâtre.

- J'ai fait évaporer à siccité, avec toutes les précautions convenables, une dernière portion du même decoctum. En suspendant l'évaporation quelque temps avant la siccité, et laissant refroidir la liqueur, j'ai pu remarquer, à la surface de celle-ci, quelques petits points cristallins blanchâtres. Le produit de l'évaporation à siccité était une matière jaunâtre amère, attirant faiblement l'humidité de l'air.

- Soumise à l'action de l'acide azotique concentré, cette matière a pris sur-le-champ une belle couleur rouge.

- Traitée aussi par l'alcool hydraté, la même substance s'est dissoute en partie dans ce menstrue, au moyen de la chaleur. Après avoir filtré le solutum alcoolique refroidi, je l'ai fait évaporer jusqu'à consistance d'extrait mou. J'ai traité le résidu par l'ammoniaque, qui ne l'a point précipité ; puis, par l'acide acétique suffisamment étendu d'eau distillée. J'ai filtré le solutum acétique : la liqueur était limpide et colorée, acide et amère tout à la fois. J'ai soumis plusieurs portions de cette liqueur à l'action de l'ammoniaque, de l'infusum de noix de

galle, de l'iodure de potassium, de l'oxalate d'ammoniaque, du chlorate de potasse, du chlorure d'or et du chlorure de platine.

• Le premier réactif y a fait naître le précipité dont j'ai déjà parlé.

• Le deuxième, le troisième et le quatrième y ont produit les mêmes précipités que ci-dessus, mais sans avoir besoin de saturer l'excès d'acide par l'ammoniaque.

• Les trois derniers réactifs n'ont produit, dans la même liqueur, aucun précipité sensible, même avec le concours de l'ammoniaque pour saturer l'excès d'acide.

• Les précipités obtenus avec les trois premiers réactifs étaient solubles, en entier, dans l'alcool suffisamment hydraté. Le précipité obtenu avec le quatrième ne s'y dissolvait qu'en partie, à cause d'un peu d'oxalate de chaux qui restait indissous.

• Enfin, j'ai fait évaporer à siccité une dernière portion du dissolutum acétique. J'ai obtenu, pour résidu, une matière amère, jaunâtre, que l'acide azotique concentré a pu colorer sur-le-champ en rouge vif.

• De l'ensemble des phénomènes que je viens d'exposer, j'ai pu conclure que la poudre grossière, mêlée en assez grande quantité au ragoût apporté chez moi par le sieur P., était de la noix vomique râpée (*strychnos nux vomica*). En effet, elle en avait tous les caractères physiques, et les réactions obtenues dans les divers traitements chimiques que je lui ai fait subir, ont été, à bien peu de chose près, celles que fournissent les sels de strychnine, traités de la même manière. La strychnine est une substance très vénéneuse, contenue dans la noix vomique : cependant, comme elle communique à celle-ci une saveur excessivement amère, il est rare qu'un crime soit, je ne dois pas dire tenté, mais consommé, à l'aide de la noix vomique, mêlée à des matières alimentaires.

• Tel est, monsieur le juge d'instruction, le rapport que j'ai l'honneur de vous adresser sur les expériences auxquelles je me suis livré, sur la demande du sieur P.

• Je crois devoir joindre à ce rapport, dans un flacon étiqueté et scellé de mon cachet, le restant de la poudre extraite du ragoût. J'y joins aussi le ragoût lui-même, contenu dans le plat qui m'a été remis : ce ragoût, comme je l'ai dit, a été soumis à plusieurs lavages à l'eau distillée. Je ferai observer, toutefois, que ce ragoût, de même que l'eau distillée contenant la poudre qui en a été séparée, mêlés à des détritux alimentaires, ne tarderont pas à subir une fermentation qui pourra changer ou modifier la nature de toutes les substances.

• Fait et clos à Béziers, le dix-huit octobre, etc.

« L-V: AUDOUARD aîné. »

*Nota.* A la suite de ce rapport, le sieur T., métayer du sieur P., a été traduit devant la cour d'assises de l'Hérault, sous l'accusation principale de tentative d'empoisonnement sur la personne de son maître, pendant le séjour de celui-ci à sa maison de campagne, pour surveiller les travaux des vendanges.

Le ministère public prétendait que le sieur T., profitant d'une absence de la servante, s'était introduit dans la cuisine, et avait mêlé lui-même une quantité considérable de noix vomique à un ragoût qu'il savait fort bien être destiné uniquement au sieur P. et à sa servante.

L'organe de l'accusation ajoutait que la jalousie avait poussé au crime le sieur T., qui s'imaginait que sa jeune femme, la métayère, avait des relations criminelles avec le sieur P., son maître.

Il était démontré que l'accusé avait eu en sa possession de la noix vomique, puisque le sieur P., lui-même, épicier à Béziers, lui avait remis depuis peu, et sur sa demande, une certaine quantité de ce poison, pour détruire les rats de sa maison de campagne.

Le métayer, très habilement défendu par M<sup>e</sup> Bertrand, a été acquitté. Le sieur P., son maître, assistait, d'ailleurs, aux débats, frais et dispos, ayant déjà oublié le danger qu'il avait couru, et riant de bon cœur, avec l'auditoire, de la réputation d'homme à bonnes fortunes qu'on venait de lui faire. La jeune métayère, aussi présente, s'est évanouie en entendant le verdict qui acquittait son mari.

AUDOUARD.

---

#### EMPOISONNEMENT PAR LE LAUDANUM.

Le docteur A. prescrit à un de ses clients 8 grammes de laudanum de sydenham, en recommandant d'en mettre de 10 à 12 gouttes dans chaque lavement. L'ordonnance est portée chez le pharmacien, qui remet, en échange de cette dernière, une fiole contenant le laudanum et sur laquelle il avait eu le soin de mettre une contre-étiquette qui indiquait la manière d'employer le médicament. Le mari de la malade mit, par erreur, au lieu des gouttes prescrites, tout le contenu de la fiole. Peu de temps après, la malade éprouva des symptômes qui effrayèrent les personnes qui l'entouraient ; on vint prévenir le pharmacien, qui, en attendant l'arrivée d'un médecin, fit administrer un lavement purgatif très fort et boire de l'infusion de café cru (à défaut de café, on peut se servir avec beaucoup d'avantage de la noix de Galles ou du tannin).

Ces moyens réussirent complètement, et lorsque le médecin arriva, la malade était encore sous l'influence de l'opium, mais tout à fait hors de danger. Il n'est resté aucune trace de cet empoisonnement, et la personne jouit d'une très bonne santé.

---

#### SUR LA VENTE DES MÉDICAMENTS ACTIFS.

Le pharmacien doit être toujours très réservé lorsqu'on lui fait la demande, sans ordonnance, de médicaments actifs, et surtout lorsque cette demande est faite sans ordonnance de médecin.

On nous fait connaître le cas de suicide d'une jeune Anglaise qui se présenta dans l'une des pharmacies anglaises qui sont à Paris et qui demanda une préparation opiacée de Godfrey. Ce médicament lui ayant été refusé, elle se présenta dans une autre officine ; là, le médicament lui ayant été délivré, elle s'en servit pour se suicider.

La justice informe sur les circonstances de ce suicide.

VENTE DE SUBSTANCES VÉNÉNEUSES. — INOBSERVATION DES  
RÈGLEMENTS. — HOMICIDE INVOLONTAIRE.

*Tribunal correctionnel de Melun.*

Présidence de M. M. Saint-Ange. — Audience du 17 décembre.

*Est coupable d'homicide involontaire le pharmacien qui, par inobservation des règlements sur la vente des substances vénéneuses, a vendu à un individu l'arsenic avec lequel celui-ci s'est depuis donné la mort.*

S'il est une profession dont l'exercice exige une observation religieuse des lois qui la régissent, assurément c'est celle du pharmacien ; auxiliaire éclairé de l'art médical, dépositaire responsable de substances qui agissent si puissamment sur la santé et la vie des citoyens, il peut, par son impéritie ou par son imprudence, y porter de funestes et parfois même d'irréparables atteintes. Les débats judiciaires, depuis quelque temps, ne nous en ont fourni que trop de preuves ; nous en trouvons un nouvel exemple dans le procès qui, aujourd'hui, amène devant le tribunal de police correctionnelle le sieur Germain, pharmacien à Melun, comme prévenu d'homicide involontaire. Voici, au surplus, les faits relevés par la prévention (1) :

(1) On voit toutes les charges qui pèsent sur celui qui exerce la pharmacie ; mais on ne voit pas qu'il lui soit accordé de privilèges ; cependant ils sont bien acquis.

Le 6 octobre dernier, la justice, informée de la mort subite d'un sieur Vincent Bardou, cultivateur à Perthes, et voulant s'éclaircir sur les causes de cette mort, se transporta au domicile du défunt, et fit, par M. le docteur Saint-Yves, procéder à l'autopsie de son cadavre.

Tous les renseignements recueillis sur les lieux firent bientôt connaître que Vincent Bardou venait de mourir empoisonné, et qu'il avait lui-même mis un terme à ses jours, ainsi que depuis longtemps il en annonçait le projet. De plus, on apprit, par le sieur Noël, son voisin, qui deux fois le lui avait entendu dire, que c'était chez le sieur Germain qu'il s'était procuré les moyens de mettre ce projet à exécution.

MM. Journeil et Rogier, qui ont été chargés d'analyser les organes de Vincent Bardou, ont rendu compte devant le tribunal du résultat de leurs opérations. Ils ont, en procédant avec l'appareil de Marsh, constaté la présence dans les viscères de Bardou d'une grande quantité d'acide arsénieux, qui ne leur laisse aucun doute sur le genre d'empoisonnement auquel il a succombé.

Le sieur Germain, interrogé par M. le président, reconnaît, comme il l'a fait dans le cours de l'instruction, que Bardou est venu, une quinzaine de jours avant sa mort, lui demander de l'arsenic; mais il affirme qu'il lui en a refusé.

A cette affirmation, M. Joussetin, substitut du procureur de la République, oppose la déclaration si formelle du témoin Noël, et devant la preuve évidente qu'il y voit que M. Germain a, en contravention aux règlements sur l'exercice de la pharmacie, fourni à Bardou l'arsenic avec lequel il s'est donné la mort, il requiert l'application de l'article 319 du Code pénal.

Me Clément, avocat, conteste, en fait, que la prévention soit suffisamment établie par la déclaration de Noël, écho affaibli et peut-être erroné de celle du défunt Bardou; et, en droit,

l'avocat nie la possibilité d'appliquer à ces faits, pour le cas où ils seraient admis, les dispositions de la loi sur l'homicide involontaire, la loi spéciale sur la pharmacie lui paraissant seule applicable.

Contrairement à ce système, le tribunal, attendu que des débats résulte la preuve que le sieur Germain, en livrant, par inobservation des règlements sur la vente des substances vénéneuses, de l'arsenic au nommé Vincent Bardou, qui s'en est servi pour se donner la mort, a causé involontairement un homicide, délit prévu par l'art. 319 du Code pénal, admettant des circonstances atténuantes, condamne Germain à la peine de 300 francs d'amende et aux frais du procès.

---

### TRIBUNAUX.

---

#### VISITE D'UNE OFFICINE. PROTESTATION DU PHARMACIEN.

*République française. — Au nom du peuple français.*

La Cour d'appel de Paris, chambre des appels de police correctionnelle, a rendu, le 14 février 1850, l'arrêt dont la teneur suit :

• Entre B., âgé de quarante-quatre ans, pharmacien, demeurant à M., prévenu, défendeur appelant, comparant à l'audience, assisté de M<sup>e</sup> M., son avocat, d'une part ;

• Et le procureur général, plaignant, demandeur intimé, d'autre part ;

• Ledit B. est appelant, par acte passé au greffe le 7 décembre 1849, d'un jugement contradictoire de Paris, 7<sup>e</sup> chambre, en date du 30 novembre précédent, et dont la teneur suit :

• Le Tribunal surseoit à statuer, tant sur les moyens de forme que sur ceux présentés sur le fond ; et, après en avoir délibéré conformément à la loi.

• Attendu qu'il résulte des débats que l'inculpé proteste aujourd'hui contre les conclusions faites au procès-verbal dressé dans son officine le 20 septembre dernier, en déclarant que c'est à tort qu'on y a indiqué comme gâtés ou mal préparés les médicaments saisis ;

• Qu'il résulte encore de sa défense que c'est mal à propos qu'on aurait, dans ce même procès-verbal, qualifié de substances vénéneuses devant être renfermées l'hydrochlorate de baryte et de strontiane, qui ne feraient pas, selon lui, partie de celles particulièrement soumises à ces précautions par la loi du 25 juillet 1845 et par le tableau y annexé ;

• Attendu que ces différents points ne peuvent être éclaircis que par un homme de l'art ;

• Le tribunal, avant faire droit, dit et ordonne que par le sieur Chevallier, chimiste, expert commis à cet effet, serment par lui préalablement prêté entre les mains du président de cette chambre, il sera procédé à l'analyse et à l'examen des médicaments saisis, et ce en la présence de B., inculpé, dûment appelé, pour, et à la suite desdites opérations, faire connaître 1° quels sont les médicaments gâtés, mal préparés, ou non préparés d'une manière conforme aux prescriptions du Codex ; et 2° si l'hydrochlorate de baryte et de strontiane dont il a été fait mention au procès-verbal doit être compris dans les substances vénéneuses auxquelles s'applique la loi du 25 juillet 1845.

• Autorise ledit expert d'entendre au besoin M. Soubeiran, par lequel ont été faites les constatations rapportées au procès-verbal, et à recueillir de lui tous renseignements nécessaires ; de tout quoi il serait fait un rapport par écrit, pour sur ledit rapport être requis et statué ce qu'il appartiendra, tous droits et moyens réservés à cet effet, continue la cause à quatre semaines de ce jour, sans citations non nouvelles.

• Oui le rapport fait à l'audience publique de la Cour par M. le conseiller L.;

• Oui le prévenu dans ses dites et déclarations, ensemble dans ses réponses aux interpellations de M. le président ;

• Oui le défenseur dudit prévenu en ses observations et conclusions tendantes à l'infirmité du jugement ;

• Oui, pour le procureur général, M. l'avocat général M., qui a conclu à fins contraires ;

• Oui M<sup>e</sup> M., avocat du prévenu, en ses moyens additionnels de défense ;

• Vu enfin toutes les pièces du procès, et après en avoir délibéré ;

• La Cour, statuant sur l'appel interjeté par l'inculpé du jugement ci-dessus transcrit ;

• En ce qui touche les moyens de nullité opposés par B. contre la régularité des saisies opérées suivant les procès-verbaux des 16 mai et 20 septembre 1849 ;

• Considérant que l'article 29 de la loi du 21 germinal an xi (11 avril 1803), relatif aux visites à faire, au moins une fois l'an, dans les officines ou magasins des pharmaciens et droguistes, pour vérifier la bonne qualité des drogues et médicaments simples et composés, ne dispose pas, *à peine de nullité*, que ces visites, à Paris et dans les villes où il existe des écoles de pharmacie, ne pourront être faites que par deux docteurs et professeurs des écoles de médecine, accompagnés des membres des écoles de pharmacie ; que cet article n'a eu pour but que d'indiquer la qualité des personnes qui seules pourraient faire ces visites, sans en déterminer nécessairement le nombre ;

• Que, d'ailleurs, l'article 30 de la même loi, en désignant les mêmes professeurs en médecine et membres des écoles de pharmacie pour faire les mêmes visites et inspections dans les officines des villes placées dans le rayon de dix lieues de celles

où sont établies les écoles, n'a pas fixé le nombre de professeurs qui devraient y procéder, et qu'il s'agit dans la cause de visites d'officines situées hors de Paris ;

« Qu'enfin, aux termes de l'article 14 de l'ordonnance du 29 octobre 1846, les maires et les commissaires de police, assistés, s'il y a lieu, d'un seul docteur en médecine, sont autorisés à s'assurer de l'exécution des dispositions de ladite ordonnance sur le commerce des substances vénéneuses ;

• Considérant en fait que, le 16 mai 1849, MM. Bussy, directeur de l'École de pharmacie de Paris, et Chatin, professeur à ladite école, accompagnés du commissaire de police de M., ont procédé à la visite de la pharmacie de B., à M., et fait saisir divers médicaments qu'ils ont jugés n'être pas préparés conformément aux prescriptions du Codex ;

• Que, le 20 septembre suivant, M. Soubeiran, professeur à l'École de pharmacie de Paris, assisté du même commissaire de police de M., agissant en vertu d'une lettre de M. le préfet de police en date du 12 du même mois, a procédé à une nouvelle visite de la même pharmacie de B., à M., et qu'il a requis, après examen, la saisie de divers médicaments altérés, ou de mauvaise qualité, ou mal préparés ;

• Qu'il a été constaté, en outre, que l'hydrochlorate de baryte et de strontiane, substances vénéneuses, n'étaient pas renfermées dans l'armoire aux poisons et sous clef ;

• Considérant que les visites ci-dessus énoncées ont été faites conformément à l'esprit des dispositions des articles 29 et 30 de la loi du 21 germinal an xi, et 14 de l'ordonnance du 29 octobre 1846 ;

• Que dès lors les procès-verbaux et les saisies qui en ont été la suite sont valables, et que le tribunal a pu ordonner une expertise pour vérifier la qualité des médicaments et la nature des substances vénéneuses saisies ;

• Sans s'arrêter aux moyens de nullité proposés par B., met l'appellation au néant, ordonne que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet, condamne B. aux dépens faits devant la Cour, et liquidés à nerf francs quinze centimes.

• Fait et prononcé au Palais-de-Justice, à Paris, le 14 février 1850, en l'audience publique de la Cour, où siégeaient M. Ferry, président, MM. Lechanteur, de Boissieux, Piéron, Perrot, Pérignon, Lascours, Pinard et Thomassin, conseillers, lesquels ont signé avec le greffier.

• En conséquence, la République mande et ordonne à tous huissiers sur ce requis de mettre le présent arrêt à exécution;

• Aux procureurs généraux et aux procureurs près les tribunaux de première instance d'y tenir la main; à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main-forte lorsqu'ils en seront requis. — En foi de quoi le présent arrêt a été signé par le président, les conseillers et le greffier.

• En marge est écrit : Enregistré à Paris, le 27 février 1850, f° 7, case 8, debet un franc dix centimes. Signé : LAFFEUILLADE.

• Par la Cour.

Signé : LOT.

---

#### EXERCICE ILLÉGAL DE LA PHARMACIE.

Dans leur visite annuelle, les professeurs de l'Ecole de pharmacie se présentèrent rue de la Tixéranderie, 79, dans une officine dont ils devaient faire l'examen. La personne qu'ils y trouvèrent installée leur déclara que cette officine appartenait au sieur Marquet, qui lui-même gérait un fonds d'herboristerie et de droguerie, rue Mandar, 10. La vérité amena pour résultat la constatation qu'une certaine quantité de drogues de cette pharmacie étaient mal préparées : il ne s'y trouvait pas, en outre, de registre destiné, selon la prescription de la loi, à inscrire le nom des personnes auxquelles il aurait été débité des poisons, qui, en outre, n'étaient pas renfermés sous clé.

Enfin, par suite des renseignements, ils acquirent la conviction que le sieur Marquet, élève de l'Ecole de pharmacie simplement, n'avait pas encore obtenu son diplôme de pharmacien.

C'est sous la prévention d'exercice illégal de la pharmacie et de contravention aux ordonnances de police relatives aux poisons que le sieur Marquet a été traduit devant le tribunal de police correctionnelle ; là, il a prétendu que le siège unique de son établissement est rue Mandar, 10, et qu'il ne s'est jamais personnellement occupé de l'officine de la rue de la Tixéranderie, qu'il faisait gérer par une personne dûment pourvue d'un diplôme.

Conformément aux conclusions de M. l'avocat de la République Hello, le tribunal condamne le sieur Marquet à 100 fr. d'amende.

---

#### EXERCICE ILLÉGAL DE LA PHARMACIE.

Monsieur, J'ai l'honneur de vous adresser le résumé de trois condamnations par suite de visites opérées par le jury médical du Calvados, chez des personnes qui vendaient et débitaient des substances médicinales et des préparations pharmaceutiques. La société pharmaceutique de Caen ayant réclamé avec instance cette année auprès de M. le préfet, afin que des visites soient faites chez ces mêmes personnes ainsi que chez les épiciers, le jury médical, lors des visites, s'y est transporté, et a dressé procès-verbal des substances saisies chez elles.

Le tribunal correctionnel de Caen, audience du 31 août 1850, a prononcé les condamnations suivantes :

Claude Piéplus, officier de santé, pour avoir débité au poids médicinal, des drogues et préparations médicinales, à Caen, en 1850, lorsqu'il existe des pharmaciens ayant officine ou-

verte, a été condamné, par corps, à 50 francs d'amende et aux dépens.

Marie Le Tellier, femme Héribel, coupable d'avoir, en 1850, débité des remèdes secrets, a été condamnée à 25 francs d'amende et aux dépens.

Rose Darand, demeurant à Caen, coupable d'avoir, en 1850, débité au poids médicinal des préparations médicamenteuses, a été condamnée par corps à 25 francs d'amende.

Ayant remarqué dans presque tous les numéros de votre *Journal de Chimie médicale*, des condamnations de ce genre, j'ai pensé que celles-ci pourraient y prendre place si vous le jugez à propos, me proposant de vous communiquer les autres, aussitôt que les jugements seront prononcés.

Veuillez agréer, etc.

HALBIQUE,

Président de la Société pharmaceutique de Caen.

#### VENTE DE REMÈDES SECRETS.

La femme Delamare a été inculpée d'homicide par imprudence par suite de la vente de remèdes secrets. En effet, un témoin est venu déclarer à l'audience qu'un emplâtre qu'elle avait vendu à une femme avait causé la mort de la malade à laquelle on l'avait appliqué.

Le fait avancé n'a pas été constaté, et la femme Delamare a déclaré que l'onguent qu'elle avait livré était l'onguent connu sous le nom de feu son inventeur BAROT.

Sur les conclusions de M. Hello, la femme Delamare a été condamnée à 500 fr. d'amende pour vente de remèdes secrets.

#### REMÈDE SECRET.

Le 17 septembre dernier, informé qu'un sieur Lhermite, sellier, distribuait un remède qu'il disait souverain contre les douleurs rhumatismales, dans une chambre dépendante du lo-

gement des époux Pelasque, rue de la Terrasse, le commissaire de police des Batignoles y trouva Lhermite en train de frictionner un sieur Boulet.

Lhermite avoua en effet avoir donné à plusieurs personnes un remède par lui rapporté de la Guadeloupe, mais il soutint qu'il l'avait toujours distribué gratuitement.

M. Chevallier, chimiste, chargé de l'examiner, a constaté dans la composition la présence d'une matière grasse d'une teinture alcoolique, dont il n'a pu reconnaître la nature, et de l'azotate de potasse.

Il a été dit que ce remède a une grande puissance, et un certificat de médecin atteste que sur quinze personnes gravement atteintes de douleurs rhumatismales, neuf ont été radicalement guéries, et trois soulagées après deux ou trois frictions.

Mais les termes de l'article 56 de la loi du 21 germinal an XI, et l'article unique de la loi du 29 pluviôse an XIII sont formels, et Lhermite a été condamné à 25 francs d'amende.

Lhermite aurait dû adresser au ministre de l'agriculture et du commerce, la formule de sa préparation, et demander que ce remède fût examiné. A. CHEVALLIER.

---

#### REMEDÉ SECRET.

Les locataires de la maison sise rue de Tourtille, à Belleville, étaient depuis longtemps incommodés par une odeur désagréable. M. le commissaire de police, informé de cette circonstance, se transporta, accompagné d'un pharmacien, chez le sieur Christophe Taulet, ancien fondeur, aujourd'hui herboriste, demeurant dans ladite maison, n° 27, lequel était soupçonné de fabriquer des remèdes secrets. Sur l'injonction de M. le commissaire de police, le sieur Taulet ouvrit sa cave, et on put constater qu'il faisait distiller dans une chaudière une décoction de plantes de toute nature. Il déclara que cette

opération avait pour but la composition d'une huile et d'un onguent propres à guérir les maux externes auxquels les médecins ne peuvent généralement apporter que des remèdes inefficaces.

On trouva également dans la boutique du sieur Taulet une assez grande quantité de médicaments qui furent saisis comme constituant le délit d'exercice illégal de la pharmacie.

Le tribunal, attendu que le remède fabriqué par le sieur Taulet est un remède secret ; qu'en outre il a débité des médicaments alors que, comme herboriste, il ne pouvait vendre que des plantes indigènes fraîches ou sèches, lui faisant application des lois de germinal an XI et pluviôse an XIII, l'a condamné à 150 francs d'amende.

Avant l'appel de l'affaire, un individu qui était à l'audience, et qu'à son langage l'on pouvait croire être le possesseur de quelque panacée, nous accosta en nous disant : *Vous aurez beau faire, monsieur Chevallier, vous ne nous empêcherez pas de faire valoir nos médicaments ; les médecins n'ordonnent rien, et nous, nous traitons les malades. Aussi, nous les guérissons ; le peuple nous rend justice et vient chez nous, tandis qu'il ne va pas chez les médecins que vous protégez.* Cet empirique ne disait pas comment il traitait la bourse du peuple, qui est souvent épuisée par les prix fabuleux qu'il paie les drogues qu'on lui vend. A. CHEVALLIER.

---

#### REMEDES SECRETS.

Le 3 septembre dernier, des professeurs de l'École de pharmacie, en tournée d'inspection, se présentèrent à l'officine du sieur Lebel, pharmacien-médecin, rue de la Tixeranderie, 13. Ils y remarquèrent une certaine quantité de médicaments qu'ils considérèrent comme étant de la nature de ceux qu'on appelle secrets ; ils en opérèrent la saisie. On les soumit à l'examen

de M. Chevallier, chimiste. Il résulte du rapport dressé par ce dernier, qu'au nombre de ces médicaments saisis, il s'en trouvait quelques-uns dont la préparation et la composition ne sont pas indiquées dans le Codex, tels sont l'*élixir antigoutteux*, le *sucré mexico-purgatif*, le *fébrifuge antipériodique*, le *baume dit paralgique*, le *liparolé anodin antihémorroïdal*. A raison de ces faits et en conséquence des conclusions du rapport de M. Chevallier, le sieur Lebel a été traduit devant le tribunal de police correctionnelle, sous la prévention d'annonces et de débit de remèdes secrets.

Sur le réquisitoire de M. l'avocat de la république Hello, et après avoir entendu la défense du prévenu, présentée par M<sup>e</sup> Maurice, le tribunal a condamné le sieur Lebel à 50 fr. d'amende.

---

#### EXERCICE ILLÉGAL DE LA PHARMACIE.

Les journaux ont beaucoup parlé de la fermeture d'une officine, sise à Paris, rue Constantine, n° 34. Voici le compte rendu des suites de cette affaire, rapportée par un journal judiciaire :

L'une des succursales des établissements fondés sous le titre de *Pharmacie fraternelle* était établie depuis quelque temps rue Constantine, 34. Des professeurs de l'Ecole de pharmacie, en procédant à la visite de cette officine, reconnurent qu'elle était tenue par deux élèves en pharmacie, les sieurs Victor Sirughe et Adolphe Tachon. Ceux-ci prétendirent qu'ils n'étaient que les élèves d'un sieur Monfray, pharmacien et chef de l'établissement ; mais il fut constaté que cet individu n'était qu'un prête-nom. En conséquence, les sieurs Sirughe et Tachon ont été traduits devant le tribunal correctionnel pour infraction aux lois sur la pharmacie, et le sieur Monfray comme complice desdits Sirughe et Tachon.

Interrogé par M. le président sur tous les points pouvant éta-

blir sa position de gérant sérieux de l'officine de la rue Constantine, le sieur Monfray ne peut prouver comment et par qui il a été placé à la tête de cette officine ; il ignore quels bénéfices elle donnait, ne peut fournir aucun renseignement sur la comptabilité de l'établissement, ne peut même citer aucun nom de médecin ayant délivré des ordonnances ; enfin il ne produit ni factures d'achats de drogues, ni correspondance à son nom. Du reste, il est complètement inconnu dans la maison de la rue Constantine, et le portier a dû refuser une lettre à l'adresse de cet individu, qui demeurait en effet rue Aubry-le-Boucher, 32, à l'Association des Cuisiniers.

Quant aux sieurs Sirughe et Tachon, ils ont été inscrits, il y a plusieurs années, comme élèves ; mais leur inscription n'a pas été renouvelée annuellement, comme l'exige la loi ; le second, après cinq années de stage, a échoué à un deuxième examen.

M. l'avocat de la république, Moignon, a soutenu la prévention ; il rappelle au tribunal que le sieur Monfray est titulaire d'un diplôme qui lui a été délivré par la Faculté de Montpellier, qu'il a déjà trafiqué de ce diplôme pour faciliter au sieur Marquet l'exploitation d'une pharmacie dans le passage du Saumon. Après l'apposition des scellés sur la porte de l'officine de la rue Constantine, Monfray a transporté une partie considérable des médicaments et substances pharmaceutiques placés sous main de justice, mais par une porte de derrière et sans bris de scellés, rue du Marché-aux-Fleurs, 8, où il a réouvert une officine ; ce fait est l'objet d'une nouvelle poursuite. Du reste, dît le ministère public, s'il faut en croire les renseignements que nous avons au dossier, le sieur Monfray fréquenterait habituellement d'autres lieux que les pharmacies.

Le tribunal, faisant aux deux premiers prévenus l'applica-

tion des lois de germinal an XI, pluviôse an XIII, et au sieur Monfray, l'application des art. 50 et 60, les condamne tous trois chacun en 600 francs d'amende et aux dépens; maintient le scellé sur la pharmacie, et ordonne qu'elle demeurera fermée.

Il y a, dit-on, appel de ce jugement.

---

PHARMACIEN. — MÉDICAMENTS. — ACTION. — COMPÉTENCE. —

RÉDUCTION. — MÉDECIN. — ACTE DE COMMERCE.

*Cour de Cassation (Chambre civile).*

Présidence de M. Portalis. — Audience du 9 juillet.

*Lorsqu'une demande, dont le chiffre excédait la compétence du juge de paix, a été régulièrement portée devant le tribunal civil, ce tribunal ne cesse pas d'être compétent et ne doit pas se dessaisir par cela seul que le demandeur, en l'absence du défendeur, réduit sa demande au-dessous de 200 francs.*

*L'action d'un pharmacien, en payement des médicaments par lui fournis à un médecin, ne peut échapper à la prescription annale dont parle l'art. 2272 du Code civil, soit parce que ces médicaments, au lieu de servir au médecin lui-même, auraient été par lui administrés à ses malades, soit parce qu'en agissant ainsi le médecin aurait fait un acte de commerce.*

De ces deux questions, la première avait été résolue affirmativement et la seconde négativement par le tribunal civil d'Aurillac, le 8 février 1848, au profit des héritiers Besse, contre le sieur Guibert. Celui-ci s'est pourvu en cassation.

La Cour, après la plaidoirie de M<sup>e</sup> Maulde, avocat du demandeur, sur le rapport de M. le conseiller Lavielle, et les conclusions conformes de M. Nicias Gaillard, premier avocat général, a rendu l'arrêt suivant :

« Sur le premier moyen d'incompétence :

« Attendu que l'action formée par la dame veuve Besse, contre le sieur Guibert, avait pour objet le paiement d'une somme de 300 fr., et que dès lors cette action n'était pas de la compétence du juge de paix, aux termes de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 25 mai 1838 ;

« Qu'il est bien vrai que depuis l'exploit introductif d'instance, et devant le tribunal, ladite dame Besse avoua qu'elle avait reçu des à-comptes qui réduisaient sa demande à 153 fr.; et que sa demande ainsi réduite fut accueillie par un jugement par défaut auquel Guibert forma opposition ;

« Attendu que le tribunal, originairement saisi d'une demande de sa compétence, était aussi compétent pour connaître de l'opposition formée contre ledit jugement ;

« Que cette opposition ne pouvait même être portée que devant ledit tribunal, d'après les règles générales de la procédure, lesquelles ne pouvaient être modifiées par la réduction tardive que l'une des parties faisait subir, en l'absence de l'autre, à sa demande primitive ;

« D'où il suit qu'en ne se déclarant pas incompetent pour statuer sur l'opposition formée contre son précédent jugement par défaut, le tribunal n'a point violé dans le jugement attaqué l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 25 mai 1838 ;

« La Cour rejette ce moyen ;

« Sur le second moyen d'incompétence,

« Attendu qu'il ne s'agissait, dans l'espèce, ni d'actes de commerce ni de contestations entre négociants, marchands et banquiers, et que dès lors le tribunal civil, en retenant la cause, n'a pas violé l'art. 631 du Code de commerce ;

« La Cour rejette ce deuxième moyen d'incompétence ;

« Mais au fond, et sur le moyen pris de la prescription *annale*,

« Vu l'art. 2272 du Code civil ;

« Attendu qu'aux termes du § 1<sup>er</sup> de cet article, l'action des médecins, chirurgiens et apothicaires pour leurs visites, opérations et médicaments, se prescrit par un an ;

« Attendu que cet article ne fait aucune distinction entre le cas où les médicaments sont fournis pour une maladie personnelle à celui qui les demande, et le cas où ils sont administrés à d'autres personnes ;

« Attendu, d'autre part, que le médecin, exceptionnellement autorisé par l'art. 27 de la loi du 21 germinal an XI à fournir des médicaments aux personnes près desquelles il est appelé, mais sans avoir le droit de tenir une officine ouverte, ne saurait être considéré comme un marchand aux termes de la loi ;

« Attendu que le jugement attaqué a néanmoins refusé d'appliquer à l'espèce l'art. 2272 du Code civil, sous le double motif que les médicaments fournis au sieur Guibert *n'étaient pas relatifs à une maladie qu'il aurait eue* et qu'il s'agissait d'ailleurs de fournitures faites par un *marchand à un autre marchand*, en quoi le jugement a expressément violé ledit article ;

« La Cour casse. »

---

### PHARMACIE.

#### SUR UN PROSPECTUS RÉPANDU DANS LA PHARMACIE.

Monsieur le Rédacteur,

Vous signalez à l'attention de vos lecteurs l'annonce faite par un pharmacien d'une petite ville, dans un journal de la localité, annonce par laquelle il fait connaître au public, qu'à partir de ce jour, il diminue extraordinairement le prix des médicaments, et entend se contenter des bénéfices du commerce ordinaire ; pour rendre le fait plus palpable, vous reproduisez

cette annonce, puis l'accompagnez de réflexions dont chacun a pu apprécier la justesse.

Pour ma part, je dis que vous ne pouviez mieux caractériser l'acte en question, qu'en intitulant, ainsi que vous l'avez fait, l'article dans lequel vous le signalez, *détresse de la pharmacie*. Ces mots disent bien, en effet, l'état de souffrance, d'inquiétude de la pharmacie, que le fait incriminé prouve. La pharmacie, sans compter les abus extérieurs, a déjà vu se produire dans ses rangs bien des turpitudes, elle avait bien vu surgir des prospectus, des inscriptions d'enseignes indiquant le débit des médicaments au rabais, mais elle n'avait pas vu encore ce fait se produire, sous forme d'annonce, dans les journaux politiques. Ce nouveau Rubicon est franchi. Peut-il y en avoir un autre, si ce n'est la dissolution complète de la pharmacie?

On peut envisager des actes aussi fâcheux que celui qui nous occupe sous deux points de vue : ou bien ils sont le fait de pharmaciens qui ne comprennent aucunement les obligations de notre profession, sans conscience de la solidarité qui doit exister entre les membres, de pharmaciens, en un mot, ne voyant qu'eux, et mettant sous les pieds toute considération qui peut contrarier leurs instincts égoïstes ; ou bien ces actes peuvent être considérés comme ceux de confrères qui, malheureux, désespérés de ne voir venir aucune amélioration à la position faite à la pharmacie, par le déni de justice de l'autorité, se lancent dans cette voie, poussés par la nécessité. Nous ne voulons interpréter les choses que dans le dernier sens.

Ces faits prouvent bien l'urgence des nouveaux règlements, (les anciens étant tombés en désuétude) pour lesquels la pharmacie est aujourd'hui en instance auprès du gouvernement. Nous nous servirons du cas spécial qui nous occupe, pour faire ressortir l'utilité, parmi les règlements à intervenir, d'un tarif uniforme pour le prix des médicaments. Avec cette mesure,

dans laquelle nous entendons que l'intérêt public soit sauf, point de fausse défection à la solidarité professionnelle, point de duperie pour le public. Si je m'adressais à quelqu'un qui ne fût pas aussi parfaitement édifié que vous l'êtes sur ce point, je dissenterais longuement pour établir, par des exemples irrécusables, que le bon marché offert d'une manière aussi insolite, n'est le plus souvent qu'une piperie dans laquelle, tandis que l'on abaisse le prix d'une substance bien connue, on exagère outre mesure celui des préparations magistrales, des petits mélanges que l'on conseille; ou bien les médicaments vendus au rabais sont falsifiés, détériorés, ou de qualité inférieure. Comment en serait-il autrement, lorsqu'on peut prouver que le prix auquel ils sont livrés est au-dessous de celui de revient. Cette manière de faire n'est pas morale, elle doit être repoussée de la pharmacie.

Paris, ce 12 janvier 1851.

DORVAULT.

ROB BOYVEAU-L'AFFECTEUR.

*Examen du rob,*

Par MM. PASQUIER, DAVREUX et CHANDELON.

*Rapport présenté à l'Académie royale de médecine.*

MM. Pasquier, Davreux et Chandelon ont examiné : 1° une bouteille de rob fabriqué il y a au moins dix ans ; 2° deux bouteilles fabriquées dans ces derniers temps par M. Hoffmann ; 3° quatre bouteilles de M. Giraudeau ; 4° une bouteille fabriquée par M. Giraudeau depuis l'acquisition de l'établissement de M. Hoffmann.

L'odeur, la saveur et la couleur varient beaucoup. Aucun de ces robs n'a l'aspect d'une bouillie trouble, comme l'avait en 1779 le rob primitif de L'affecteur. Le premier et surtout le dernier offrent seuls le dépôt signalé à cette époque.

Tous marquent de 33° 1/2 à 36° à l'aréomètre de Baumé;

mélés avec dix parties d'eau distillée, les robs de M. Hoffmann restent clairs, les autres deviennent troubles. Leur coloration est très variable, et il faut pour la faire disparaître des quantités non moins variables d'eau chlorée.

On a mêlé parties égales de rob et d'eau, et on a filtré; le rob ancien a seul laissé sur le filtre une matière épaisse, visqueuse et collante, comme le rob primitif de 1779.

Par l'agitation avec partie égale d'eau, le rob ancien, ceux de M. Hoffmann, et le dernier rob de M. Giraudeau ont seuls développé une mousse savonneuse abondante et persistante; dans les robs de M. Giraudeau proprement dits, la mousse était peu abondante et fugace. Cette mousse est caractéristique de la smylacine, principe actif de la salsepareille. Les premiers robs ont donné, par les eaux de chaux et de potasse, une odeur de salsepareille; les derniers, une odeur de jus de réglisse.

Les mélanges de rob et d'eau à parties égales ont fourni des colorations et des précipités différents pour chaque rob, mais dont on ne peut rien conclure.

Trois mesures de rob à 16° centigrade ont été étendues d'une mesure d'eau distillée, puis on a ajouté 12 mesures d'alcool absolu, qui ont précipité la matière extractive. Celle-ci a été lavée avec cinq nouvelles mesures d'alcool. Elle offrait de légères différences de coloration et de saveur; elle était beaucoup plus abondante dans le rob ancien, dans celui de M. Hoffmann, et dans le dernier, que dans les premiers robs de M. Giraudeau.

Voici maintenant les caractères du rob primitif de L'affecteur de 1779, d'après Bucquet, commissaire de la Société royale de médecine de Paris : 1° c'est une bouillie trouble, d'une couleur brune et obscure, d'une odeur parfaitement semblable à celle du miel de mercuriale composé ou sirop de longue vie; 2° sa saveur est plus douce et moins amère que celle de ce sirop; 3° il laisse déposer au fond des bouteilles une fécule grise;

4° mis sur le feu dans un vase découvert, il se boursouffle et produit beaucoup d'écume; 5° mêlé avec partie égale d'eau distillée, et filtré, il laisse sur le filtre une matière épaisse, visqueuse et collante; 6° la pinte (0,931 millilitres) pèse 2 livres 2 onces.

De ces données et des expériences précédentes, MM. Pasquier, Davreux et Chandelon ont conclu que tous les robs examinés diffèrent entre eux et du rob primitif. — Ils ont préparé une bouteille de rob selon la formule bien connue. Ce rob ressemblait aux autres; il offrait un dépôt au fond de la bouteille; il indiquait 33° 1/2 Baumé; mêlé avec partie égale d'eau et filtré, il a laissé sur le filtre une matière épaisse, visqueuse et collante abondante; par l'agitation il a donné une mousse savonneuse très abondante et persistante; par les eaux de potasse et de chaux il a donné une odeur de salpêtre; enfin, il contenait à peu près deux fois autant de matière extractive que celui des robs examinés qui en contenait le plus. Il se rapprochait surtout du rob ancien de M. Hoffmann, et ressemblait plus que tous les autres au rob primitif de 1779.

Ces expériences sont très importantes. Elles démontrent l'existence de la smylacine en grande abondance dans le rob. Elles prouvent que le rob fabriqué par M. Graudeau avant 1849 en contenait beaucoup moins que le rob Hoffmann, et que depuis il semble en renfermer les mêmes quantités. Elles prouvent qu'il ne contient pas d'autre principe actif. Elles prouvent, enfin, *que l'on ne saurait pas distinguer positivement du rob venant de Paris, un rob fabriqué selon la formule que nous avons donnée.*

M. Pasquier termine son rapport par des considérations générales sur tous les sirops importés de l'étranger, et prouve que *tous* sont insignifiants par leur composition, et devraient, en conséquence, être prohibés.

M. Pasquier discute la légalité de la vente du rob, rapporte les débats des tribunaux de Paris en 1848, 1849 et 1850, et finit par indiquer toutes les autorités que l'on peut consulter touchant sa composition. Indépendamment de la formule de Pelletan, il en cite une indiquée par Van Mons, qui la tenait d'un préparateur du rob : c'est exactement la même, sauf que les roses blanches sont remplacées par des roses muscades, et le coriandre par le cumin. Evidemment cela ne constitue pas même une modification. (*Extrait de la Presse méd. belge.*)

---

DÉCISION DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE DE BELGIQUE, RELATIVEMENT AU ROB DE BOYVEAU-LAFFECTEUR (1).

L'Académie royale de médecine de Belgique, dans sa séance du 4 janvier, a décidé à l'unanimité d'en demander au ministre la prohibition, ainsi que de tous les sirops du même genre.

Le rob comptait parmi ses plus chauds partisans, on l'a vu, MM. Fallot et Vleminckx. Les honneurs de cette séance ont été pour ce dernier, bien que son opinion n'eût pas prévalu. Il a prononcé en faveur du rob un brillant plaidoyer : talent oratoire, logique, conviction, rien n'y manquait, et il a fallu que sa cause fût bien mauvaise pour ne pas mieux réussir. — Toutefois, si nous avons admiré son discours, cela ne veut pas dire que nous admettions ses arguments ; tous ils ont déjà été réfutés dans nos articles, et ils l'ont encore été dans l'enceinte de l'Académie. Quant aux observations qu'il a lues, nous les analyserons aussitôt que le Bulletin les aura publiées.

Quant au résultat, M. Vleminckx fut en définitive obligé de voter lui-même contre le rob ; car, comme il le déclara, il ne pouvait l'admettre avec l'auréole qui l'environne ; il fallait d'a-

---

(1) Extrait de la *Presse médicale* du 12 janvier 1854.

bord détruire celle-ci en entourant son débit de précautions convenables; il fallait aussi des garanties contre la falsification et la contrefaçon. Cette déclaration, faite avec tant de loyauté par l'honorable président, est pour nous la meilleure réfutation de l'opinion favorable au rob.

## FORMULE DU ROB L'AFFECTEUR,

*Adressée à M. le professeur J. Hannon, de Bruxelles,*

Par M. LÉON DE V....

*Pr.: Salsepareille . . . . . 40 parties.*

Saponaire.	50	—
Squine.	8	—
Sassafras.	8	—
Gaiac.	8	—
Santal citrin.	8	—
Ecorce de buis.	10	—
— de garou.	10	—
Broux de noix séché.	9	—
Mercuriale.	25	—
Cynoglosse.	30	—
Buglosse.	30	—
Bourrache.	30	—
Chardon béni.	10	—
Fumeterre.	10	—
Cônes de houblon.	5	—
Feuilles de scolopendre.	5	—
— de polytric commune.	5	—
Racines de chiendent.	10	—
— de taraxacum.	10	—
— de chicorée.	10	—
Feuilles de séné.	40	—
— de roses blanches.	40	—

Beccabunga. . . . . 10 parties.

Agaric blanc. . . . . 10 —

Semences d'anis . . . . .

— de persil. . . . .

— de fenouil. . . . .

— de cumin . . . . .

— de carvi. . . . .

— de carotte. . . . .

— de nigelle. . . . .

aa 5 —

Eau de pluie. . . . . Q. S.

Ces plantes doivent être cuites à vases clos, et les vapeurs aqueuses qui s'en dégagent doivent être constamment enlevées à l'aide de tuyaux qui communiquent avec une cheminée d'appel. De la sorte l'extrait ne se détruit point, car la température ne s'élève point au delà de 80° centigr. et il est à l'abri de l'oxygène de l'air. L'évaporation se fait ensuite au bain-marie.

Lorsque les sucs sont évaporés jusqu'à consistance d'extrait liquide, on en mesure la quantité et l'on y ajoute le sucre et le miel en proportion du produit de la liqueur concentrée à 6° de l'aréomètre de Baumé. Lorsque la solution marque 37° de Baumé, elle est assez édulcorée. On la laisse alors en repos pendant quelques jours, afin que le rob laisse déposer toutes ses impuretés et qu'il soit d'une limpidité parfaite (1).

(Extrait de la Presse médicale Belge.)

*Observation.* — Il serait à désirer que l'examen du rob Laffecteur qu'on vient de faire à Bruxelles fût fait à Paris, afin qu'on sache ce que c'est que le rob, et s'il n'a pas de ressemblance avec les médicaments formulés au Codex.

A. CHEVALLIER.

---

(1) On trouve dans la clinique de Pelletan la formule suivante, pour la même préparation:

**POUDRE ANTICATARRHALE VÉTÉRINAIRE.**

*Brevet d'invention de cinq ans du 11 mai 1844, au sieur*  
**Barthélemy Schweisteigre, à Auch (Gers).**

**Composition.**

**Amidon de seigle parfaitement lavé et séché**  
**promptement à la vapeur. . . 19 parties.**

**Tartrate d'antimoine et de po-**

**tasse . . . . . 4 —**

**Camphre purifié. . . . . 1/2 —**

**Hydrocyanate de fer pur. . . 1/2 —**

Après avoir réduit en poudre impalpable toutes ces substances, choisies de bonne qualité et non falsifiées, on forme un mélange parfaitement homogène, qu'on divise ensuite par paquets contenant chacun seize doses égales, dont la valeur quantitative est fixée d'après la taille générale des chevaux.

**N° 1. Pour le cheval de 1 m. 475 (cavalerie légère) à 1 m. 516, dose de 24 grammes.**

**N° 2. Pour le cheval de 1 m. 516 à 1 m. 532 (cavalerie de ligne), dose de 28 grammes.**

**N° 3. Pour le cheval de 1 m. 532 et au dessus (réserve et train), dose de 32 grammes.**

Ainsi préparée et disposée, rien, en médecine vétérinaire, de plus facile dans son application, ni de plus efficace dans ses

---

<b>Pr.: Salsepareille.....</b>	} à 2 livres.
<b>Sucre blanc. ....</b>	
<b>Miel blanc.....</b>	
<b>Séné.....</b>	} à 2 onces.
<b>Fleurs de bourrache.....</b>	
<b>— de buglosse.....</b>	
<b>— de roses blanches.....</b>	
<b>Semences de coriandre...</b>	

**Préparez comme le sirop de salsepareille composé.**

résultats, que cette préparation pour le traitement des affections catarrhales des organes respiratoires, telles que coryzas, bronchites, pneumonites, gourmes, engorgements ganglionnaires, etc., affections qui, mal traitées ou guéries incomplètement, sont le point de départ le plus ordinaire de la morve et du farcin.

### *Mode d'administration.*

Deux doses par jour, une le matin et l'autre le soir, dans l'eau blanchie avec la farine d'orge qui forme une boisson anticatarrhale par excellence que les chevaux prennent d'ordinaire facilement d'eux-mêmes.

Sous l'empire de cette médication, les animaux soumis à son action guérissent en peu de temps et complètement, avantages immenses que ne présente aucun des modes curatifs employés jusqu'à ce jour contre les maladies de l'appareil respiratoire, auxquelles les jeunes chevaux semblent plus particulièrement exposés.

Au moyen de cette médication, les saignées, les sétons, les vésicatoires, les divers électuaires et breuvages dits béchiques adoucissants, pectoraux, ainsi que le miel, sont totalement exclus du nouveau traitement des maladies à type catarrhal qui ont le siège dans les conduits aériens.

### **SIRÔP SÉDATIF POUR FACILITER LA DENTITION DES ENFANTS ET LES PRÉSERVER DES CONVULSIONS.**

*Pr.* Safran..... 10 grammes.

Vin blanc généreux.. 250 —

Miel blanc..... 550 —

Incisez le safran, faites-le macérer dans le vin pendant six jours; passez avec expression et filtrez la liqueur; ajoutez-y le miel que vous ferez dissoudre à une douce chaleur; passez.

On fait usage de ce mellite en pratiquant quatre ou cinq lé-

gères frictions, par jour, sur les gencives des enfants qui mettent des dents.

Je livre à mes confrères la formule de ce sirop dont l'efficacité a été éprouvée sur un grand nombre d'enfants; il est bien préférable au sirop de dentition du docteur Delabarre, qui a le grand inconvénient de coûter 3 francs 50 centimes la dose de 20 grammes.

LARUE DUBARRY.

**FORMULE POUR L'ADMINISTRATION DU CHLOROFORME  
A L'INTÉRIEUR;**

Par M. Henri BENNET.

Pr. Chloroforme..... 15 décigrammes.

Camphre..... 25 centigrammes.

Ether sulfurique..... 15 décigrammes.

Teinture de myrrhe..... 15 décigrammes.

Mucilage de gomme arabique. 8 grammes.

Sirop d'orange..... 8 grammes.

Eau camphrée..... 30 grammes.

Mélez pour potion, à prendre par cuillerée d'heure en heure.

Cette potion est recommandée par l'auteur contre le ténisme utérin qui accompagne si souvent la menstruation, ou qui se développe dans certains cas, après l'application des sangsues sur le col.

**FALSIFICATIONS.**

**EAU DE FLEURS D'ORANGER OBTENUE AVEC LE NÉROLI.**

Déjà nous avons fait connaître les poursuites commencées contre un fabricant d'eau de fleurs d'oranger facice. Voici la suite de cette affaire :

Le sieur Poumeyrol, fabricant d'eau de fleurs d'oranger, 17,

faubourg Montmartre, s'est présenté devant la police correctionnelle, comme opposant à un jugement qui l'a condamné à un an de prison et 1,000 francs d'amende, pour tromperie sur la nature de la marchandise vendue.

Le sieur Poumeyrol, qui fait un commerce considérable et qui a deux voyageurs attachés à sa maison, annonçait *que son eau de fleurs d'oranger, excellente pour les maux d'estomac, était ordonnée par les médecins les plus distingués*; en outre, l'étiquette de cette eau, qui a été très répandue dans le commerce, portait, — au lieu de : *Poumeyrol de Paris* : — *Ludovici de Grasse*. Or, Grasse est une ville connue pour la supériorité de son eau de fleurs d'oranger. Il résulte d'un rapport de MM. Tardieu et Chevallier que cette eau, *au lieu d'être faite avec de la fleur d'oranger, était composée d'eau ordinaire, de néroli et de magnésie*. M. le professeur Chevallier a déclaré que pour faire un flacon de cette eau, qu'on pouvait vendre 1 fr. 25 c., il aurait fallu pour 1 fr. de fleurs d'oranger.

Le sieur Poumeyrol prétend qu'il n'a point donné son eau comme un produit pharmaceutique, mais comme excellente pour l'usage de la cuisine. Mais M. l'avocat général lui fait observer que les prospectus de cette eau indiquent qu'on la trouve chez les pharmaciens et les principaux droguistes.

M. le président a fait observer au sieur Poumeyrol que non-seulement il trompe le public, qui, pour se servir de la désignation adoptée dans le commerce, demande journellement du Ludovici de Grasse, sur la foi des annonces, mais encore qu'il déshonore à l'étranger le commerce français; qu'enfin il fait une concurrence déloyale aux maisons de Grasse, qui sont honorables et dont la réputation est immense.

M<sup>e</sup> Lachaud a plaidé pour le prévenu.

Le tribunal, sur les réquisitions de M. l'avocat de la République Moignon, a maintenu l'amende de 1,000 francs.

prononcée contre le sieur Poumeyrol, mais a réduit l'emprisonnement à huit mois.

---

#### FALSIFICATION DES SIROPS.

Des professeurs de l'Ecole de pharmacie faisant la visite des épiciers, saisirent, chez l'un d'eux, dans la banlieue, des bouteilles de sirop portant pour étiquettes : Sirop de gomme, et qui, soumis à l'examen chimique, ne contenait que de la glucose, aux lieu et place de la gomme indiquée. L'épicier s'empressa de déclarer qu'il tenait ce sirop d'un sieur François, distillateur, rue Saint-Victor, 98. Les professeurs se transportèrent au magasin de ce dernier et y saisirent un litre de sirop identiquement analogue à l'échantillon qu'ils lui représentaient. L'analyse chimique appliquée à ce litre de sirop, produisit le même résultat ; contrairement à l'étiquette, ce sirop n'était qu'une simple préparation de glucose. Traduit devant le tribunal de simple police, sous la prévention d'avoir mis en vente une boisson falsifiée, le sieur François fut condamné à 10 francs d'amende, et le jugement ordonna en outre l'effusion du liquide saisi.

C'est de ce jugement qu'il a porté appel devant le tribunal de police correctionnelle, qui a maintenu purement et simplement le premier jugement.

---

#### ADDITION D'EAU A DU LAIT.

Les crémiers qui s'approvisionnent chez les sieurs Hudault et Lefèvre, marchands de lait, rue d'Amsterdam, se plaignaient depuis quelque temps de la mauvaise qualité des marchandises qui leur étaient fournies. MM. Hudault et Lefèvre, supposant quelque fraude, renvoyèrent leurs garçons ; mais le lait n'en devint pas meilleur.

Ces négociants eurent alors l'idée de s'adresser au chef de la

police de sûreté, afin qu'on surveillât ceux à qui ils confiaient leurs marchandises. M. Carler, étant bien renseigné sur les endroits où devaient passer les voitures, y aposte des agents, et ce matin un des voituriers, nommé C..., a été arrêté en flagrant délit, rue de Marivaux. C... venait d'écrémer les pots à lait et en avait retiré dix-huit pintes qu'il devait vendre à son profit, et qu'il avait remplacées par de l'eau.

Ce serviteur infidèle a été conduit au poste de la rue Chau-chat; il a comparu ensuite devant un commissaire de police qui l'a envoyé au dépôt de la préfecture.

L'EXPOSITION D'UNE MATIÈRE FRAUDÉE POUR LA VENDRE  
ÉQUIVAUT A LA VENTE.

L...-P... 1<sup>er</sup>, etc., etc.

La Cour de cassation a rendu l'arrêt suivant sur le pourvoi du commissaire de police remplissant les fonctions du ministère public près le tribunal de simple police du canton de Charenton (Seine), en cassation des jugements rendus par ce tribunal, le 15 avril dernier, séparément et en faveur de chacun des ci-après nommés, savoir : 1° P... et comp., 2° R... et H..., 3° C... fils et L..., 4° L..., 5° P..., 6° C..., 7° F..., 8° C..., 9° et L...

La Cour, après avoir entendu M. le conseiller Mérilhou en son rapport, MM. Paul Fabre et de La Chaise, avocats en la Cour, en leurs observations pour les défendeurs à la cassation, et M. Quinault, avocat général, en ses conclusions;

Vu les articles 475, nos 6 et 14, 477 et 348 du Code pénal;

En ce qui touche le moyen de nullité des procès-verbaux, proposé par les défendeurs, et tiré du défaut de qualité des dégustateurs nommés par le préfet de police;

Attendu que rien n'établit que ce moyen ait été proposé par les prévenus devant le tribunal de simple police, lors des juge-

ments attaqués, et qu'il ne peut être proposé pour la première fois devant la Cour de cassation ;

Attendu d'ailleurs que, d'après l'article 154 du Code d'instruction criminelle, les contraventions peuvent être prouvées par témoins, à défaut de procès-verbaux ou à leur appui, et que dans l'espèce, à la suite des débats contradictoires, l'existence des vins falsifiés dans la possession des prévenus a été déclarée constante par les jugements attaqués ;

En ce qui touche le moyen de cassation proposé par le demandeur, et qui est fondé sur le refus d'appliquer la loi pénale aux faits déclarés constants ;

Attendu que la falsification des boissons trouvées en la possession des prévenus est dûment constatée ;

Attendu que ces boissons, appartenant à des commerçants, ont été trouvées dans un lieu ouvert au commerce et destiné uniquement à offrir aux acheteurs les marchandises propres à la consommation ; que ces faits constituent l'exposition en vente ;

Attendu qu'il résulte de la combinaison de l'article 477 avec les nos 6 et 14 de l'article 475, que l'exposition en vente constitue, autant qu'il dépend du vendeur, une véritable vente, dans le sens du § 6 ; que l'article 477 le suppose ainsi, puisqu'il ordonne de répandre les boissons falsifiées trouvées en la possession du vendeur, ce qui prouve que ces boissons n'ont été encore vendues ni livrées, et que si l'on ne pouvait poursuivre celui qui a exposé en vente qu'après qu'il a vendu, ce serait frapper d'impuissance l'action publique dans la protection qu'elle doit et que la loi a voulu donner à la bonne foi du commerce, puisqu'on ne pourrait poursuivre que des faits dont la preuve serait à peu près impossible après la livraison des marchandises ;

Attendu que dès lors en refusant d'appliquer l'article 476,

n° 6, du Code pénal aux faits qu'il déclarait constants, le tribunal de simple police a violé ledit article;

Casse et annule les jugements rendus, le 15 avril 1844, par le tribunal de simple police de Charenton, dans les affaires des sieurs P..., R... et H..., C... fils et L..., L..., P..., C..., F..., C... et L...;

Et pour être statué sur les préventions respectivement dirigées contre les défendeurs, les renvoie, pour être jugés séparément, devant le tribunal de simple police de Paris, à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil;

Ordonne qu'à la diligence du procureur général, le présent arrêt sera imprimé et transcrit sur les registres du tribunal de simple police de Charenton.

Fait et jugé le 10 août 1844, en l'audience publique de la chambre criminelle de la Cour de cassation, présents MM. La-plagne-Barris, président; Mérilhou, rapporteur; de Crouseilhès, Meyronnet, de Saint-Marc, Vincent Saint-Laurent, Rives, Fréteau de Pény, Barennes, Rocher, Bresson et Brière-Valigny, conseillers en la Cour.

Pour expédition conforme délivrée à M. le procureur général, pour être jointe aux pièces de la procédure.

*Le greffier en chef de la Cour de cassation,*

Signé : BERNARD.

#### TROMPERIE SUR LA NATURE DES MARCHANDISES VENDUES.

#### BEURRE FRAIS ET BEURRE RANCE.

Tribunal correctionnel de Metz. — Audience du 13 août 1850.

*Le fait de vendre, sous une couche de beurre frais et de bonne qualité, du beurre vieux, rance et impropre aux usages auxquels on destine ordinairement le beurre, constitue une tromperie, non pas seulement sur la qua-*

*lité, mais sur la nature de la marchandise vendue, et caractérisé par conséquent le délit prévu par l'art. 423 du Code pénal.*

Le contraire avait été décidé par une ordonnance de la Chambre du conseil du tribunal de Sarreguemines, le 17 juillet dernier, dans les termes suivants :

• Attendu que le fait poursuivi est celui d'avoir, dans le courant de juin dernier, et sur le marché de la ville de Puttelange, vendu tant à une femme Mory qu'à une femme Variengien, 1/2 kilogramme de vieux beurre enveloppé dans du beurre frais ;

• En droit :

• Attendu que si la loi pénale atteint le fait de tromperie sur la nature de toutes marchandises, elle ne punit qu'exceptionnellement celui de tromperie sur la qualité (Code pénal, art. 423 ; Carnot, commentaire du Code pénal, n° 2 ; Chauveau, Hélie, Théorie du Code pénal, t. VII, p. 523) ;

• Que la Cour de cassation a consacré ce principe par arrêt du 22 juin 1844, dans une espèce où, s'agissant de vente sur échantillon, il pouvait être très contestable en fait que la tromperie ne portât pas sur la nature plutôt que sur la qualité du grain vendu ;

• Que si, plus tard, et le 19 mai 1848, la Cour suprême a décidé l'applicabilité de l'art. 423 du Code pénal à une mention erronée d'approbation universitaire sur un dictionnaire de poche auquel cette approbation du Conseil supérieur de l'instruction publique avait été refusée, ce n'a été qu'en se basant sur l'art. 80 du décret du 17 mars 1808, qui accorde à l'Université le droit d'admettre ou de rejeter les ouvrages à mettre dans les mains des élèves, et en liant intimement cette mention frauduleuse à la nature même de l'ouvrage, qui, faussement et à tort, était ainsi indiqué comme pouvant servir aux usages universitaires ;

• Que d'autres décisions de Cour d'appel, rendues en matière soit de farines mélangées de substances étrangères, soit de sangsues bâtardes confondues avec des sangsues officielles ; soit, enfin, de tissus de laine ordinaire vendus comme étant de cachemire, viennent bien plutôt confirmer que combattre la règle posée ci-dessus, puisque, dans toutes ces espèces, la fraude ne portait pas sur la qualité, mais bien sur la nature même des objets vendus ;

• Qu'au cas particulier, le fait incriminé blesse sans contredit le sentiment moral, mais ne présente certainement pas un défaut intrinsèque et substantiel qui altère la nature même de la chose vendue ;

• Que, pour y voir un délit, il faudrait d'abord décider que du beurre vieux, ou ayant de l'odeur, est impropre à tous usages, et ainsi n'est plus à vrai dire du beurre, tandis qu'en réalité le vieux beurre est seulement d'un usage moins agréable ou plus restreint, ce qui n'affecte aucunement la nature même de la marchandise, mais en diminue seulement la qualité ou la valeur ;

• Attendu que le législateur ne pouvait punir la tromperie sur la qualité des marchandises vendues, sous peine de voir chaque jour des contestations s'élever entre les vendeurs et les acheteurs mécontents de l'acquisition par eux faite ;

• Qu'il importe dès lors de ne pas confondre la nature avec la qualité, et qu'au surplus il n'y a de délit que dans les cas d'infraction à la loi pénale.

Mais, sur l'opposition formée à cette ordonnance par M. le procureur de la République, la Chambre d'accusation de la Cour d'appel de Metz en a prononcé l'annulation par arrêt du 20 juillet, qui renvoie l'affaire devant le tribunal correctionnel de Metz.

Cet arrêt est ainsi motivé :

« Attendu qu'il résulte d'un procès-verbal, en date du 20 juin 1850, que l'inculpée avait exposé et mis en vente sur le marché de Puteulange 3 kilogrammes 500 grammes de beurre, divisés en pains de 500 grammes; que l'agent de police ayant rompu un de ces pains, il reconnut que l'intérieur de ce pain était composé de beurre vieux et avarié, recouvert d'une certaine quantité de beurre de bonne qualité;

« Attendu que la totalité de la marchandise mise en vente par l'inculpée ayant été saisie et soumise à une analyse chimique, les hommes de l'art ont constaté :

« 1° Que le beurre, à première vue, paraissait être de bonne qualité, mais que coupé vers le milieu, chacune de ses masses constituait une masse homogène de mauvais beurre, recouverte d'une épaisseur de quelques millimètres de beurre de bonne qualité; de sorte que sur une masse de 500 grammes, 60 au plus étaient de bon beurre, 440 grammes de mauvais, ayant une odeur rance fort désagréable;

« 2° Que cette composition déloyale était impropre aux usages ordinaires;

« Attendu, en droit, que l'art. 423 du Code pénal punit la tromperie sur la nature de toutes marchandises;

« Attendu que ce délit s'applique évidemment au défaut d'identité entre la marchandise vendue et la marchandise livrée;

« Que ce délit existe non pas seulement lorsqu'il y a tromperie sur la substance même de la chose vendue, mais encore lorsque les manœuvres frauduleuses du vendeur ont pour résultat de faire acheter une marchandise qui, bien que composée de la substance annoncée, est néanmoins dénaturée par un vice intrinsèque qui la rend impropre aux usages auxquels elle est destinée; qu'il doit en être ainsi, surtout lorsque ce vice intrinsèque est l'œuvre du vendeur lui-même;

« Attendu, dans ces circonstances, qu'il résulte de la procédure des présomptions suffisantes contre Anne-Marie Schéres, femme de Jean Schwartz, d'avoir, au mois de mai 1850, à Puttelange, trompé sur la nature de la marchandise qu'elle avait mise en vente, délit prévu et réprimé par l'art. 423 du Code pénal. »

Le tribunal correctionnel de Metz, à son audience du 13 août, après avoir entendu les témoins, qui ont confirmé les faits, a résolu la question de droit dans le sens de l'arrêt de la Cour, et, par application de l'art. 423 du Code pénal, a condamné la femme Schwartz à trois mois de prison et 100 fr. d'amende.

---

## HISTOIRE NATURELLE MÉDICALE.

---

### CONSERVATION DES SANGSUES.

Noyers, le 7 août 1850.

Monsieur le Rédacteur,

Je crois être utile à mes confrères en leur donnant un procédé très simple et fort commode pour conserver désormais les sangsues sans perte bien sensible.

Soyez donc assez bon pour le leur communiquer par la voie de votre excellent journal.

Une des causes qui favorisent le plus la mortalité chez les sangsues est, sans contredit, la chaleur.

On ne saurait trop prendre de précautions contre l'action désorganisatrice de cet agent, et bien des pharmaciens ont renoncé à vendre, pendant l'été, des sangsues, en raison de la perte véritablement désolante qu'ils éprouvent par suite des épizooties auxquelles elles sont sujettes.

L'appareil dont je me sers et qui est établi depuis trois ans m'a constamment réussi et m'a rendu, par la bonne conserva-

tion de ces annélides, et dans l'espace d'un mois seulement, la somme destinée à la confection de cet appareil.

En voici la description et les mesures prises *intérieurement*:

Une auge en pierre de 0<sup>m</sup>70 de longueur, 0<sup>m</sup>25 de largeur et 0<sup>m</sup>33 de profondeur. La partie supérieure de l'auge est garnie d'un châssis sur lequel est fixée une fenêtre à charnières, munie d'une toile métallique serrée et qu'on lève à l'aide d'une poignée ou d'un bouton.

A la partie inférieure et au niveau du fond est une ouverture destinée à l'écoulement de l'eau chargée des mucosités dont se débarrassent les sangsues. Cette ouverture est à l'extérieur fermée par un gros bouchon de liège, et à l'intérieur par l'extrémité la plus étroite d'un cône en zinc, portant à sa partie la plus large un tamis métallique, dont la fonction est de livrer passage aux mucosités seulement, lorsqu'on veut changer d'eau les sangsues.

Il suffit pour cela d'enlever le liège, et l'eau, s'écoulant, entraîne avec elle toutes les matières étrangères qu'elle tient en suspension.

En face de cette ouverture, sur le côté opposé, en existe une seconde qui reçoit un tube en zinc, s'avancant au milieu de l'auge et dont l'extrémité est percée de plusieurs petits trous.

Ce tube monte contre la partie externe et postérieure de l'auge et va se fixer dans un autre tube soudé au fond d'une caisse en zinc, qui sert de réservoir, et placée à 0<sup>m</sup>60 au-dessus de l'auge.

A ce dernier tube est un robinet.

On ne laisse couler qu'un filet d'eau, et la sangsue, toujours fraîche, n'a plus à craindre la maladie qui l'emporte si rapidement.

Il va sans dire qu'un trop plein doit être ménagé, afin de déverser l'excédant du liquide.

Quand les chaleurs sont excessives, on emplit deux fois par jour le réservoir qui tient quatre ou cinq seaux d'eau, et il n'est pas inutile de placer au fond de l'auge ou des morceaux de glaise ou quelques poignées de mousse bien lavée, sous laquelle les sangsues se retirent pour y trouver l'ombre et plus de fraîcheur, car il ne faut jamais oublier que c'est par un séjour prolongé dans l'eau tiède, en été, et dans des pots où elle ne peut se renouveler constamment, que les sangsues contractent la maladie qui les frappe et qui, dès qu'elle a paru, ne fait que prendre une nouvelle intensité jusqu'à la perte totale de ces animaux.

Par le procédé que je viens d'exposer je n'ai jamais perdu plus de six à dix sangsues par mois, et je trouve que, pour une quantité de cent cinquante à deux cents que je possède constamment, ce résultat est digne de remarque.

Recevez, etc.

J. MAISON.

**SUR L'EXTRACTION DE LA FÉCULE DE L'ARUM MACULATUM, DU  
PIED DE VEAU; PRÉCAUTIONS A PRENDRE LORS DE CETTE  
EXTRACTION.**

On sait que l'un de nos plus illustres chimistes, Braconnot de Nancy, a publié, en 1847, un mémoire dans lequel il fait connaître un grand nombre de plantes alimentaires qui croissent spontanément dans les lieux incultes, et qui peuvent servir de nourriture à l'homme ; mais, dans ce mémoire d'un haut intérêt, ce savant praticien n'a pas mentionné l'*arum maculatum*, que l'on trouve en de très grandes quantités dans nos contrées, et qui contient de la fécula amyliacée, fécula que les Suédois emploient dans la fabrication du pain.

Si l'on recherche ce qui a été fait sur l'*arum*, qui croît en très grande quantité dans les bois humides de la France, on voit que la plante est caustique, vénéneuse ; qu'elle contient un

principe acre, si facilement destructible par la chaleur, qu'il ne passe pas dans l'eau par la dissolution ; que les feuilles sont si actives que, d'après Bulliard, il y a des exemples d'enfants qui ont succombé pour en avoir mangé, les ayant prises pour des feuilles d'oseille ; que ces feuilles contusées, étant fraîches et appliquées sur la peau, agissent comme vésivant, et déterminent des ampoules ; qu'elles perdent leur action vésicante par la dessiccation.

L'un de nos collègues, M. Dulong d'Astafort, qui s'est occupé de l'examen de l'*arum maculatum*, a établi qu'il était impossible d'isoler le principe actif de ce végétal, mais qu'on pouvait facilement en retirer de la fécule amylicée, qui pourrait servir pour les usages alimentaires.

Le travail de M. Dulong nous a paru d'un grand intérêt, surtout, lorsqu'en feuilletant d'anciens manuscrits, nous trouvâmes que l'*arum maculatum* avait été le sujet de recherches faites dans un but d'industrie. En effet, si on consulte les actes du parlement, on voit que le 20 mars 1716 il y eut confirmation d'un arrêt du conseil du 20 novembre 1714, et de lettres patentes du 20 janvier 1716, qui accordaient au sieur Vaudreuil le privilège exclusif de fabriquer de l'amidon de racine avec l'*arum*, qui est désigné par les divers noms qui suivent : l'*épileste*, le *choux à la serpente*, l'*herbe à prêtre*, les *pieds de veaux*, le *tarus*, le *sara*, l'*aro*, le *barbu aro*.

Dans le privilège accordé au sieur Vaudreuil il est dit que l'*arum* se sèche en été et n'est vert qu'en hiver ; que sa racine bien nettoyée, mise en monceaux, se conserve aisément, pourvu qu'on ait soin de la remuer de temps en temps.

Toutes les recherches que nous avons faites pour savoir si le sieur Vaudreuil avait exploité son privilège ont été inutiles ; il est probable que ce privilège aura été abandonné, en raison

sans doute de la difficulté de se procurer de grandes quantités de racines.

L'*arum maculatum* est employé, dans quelques localités, pour l'engraissement des porcs. M. Delvaux-Louzier a communiqué à la Société d'agriculture de Blois une note qui fait connaître ce fait. Voici cette note :

« Au printemps dernier, je fus surpris de voir sur le feu une chaudière pleine d'*arum maculatum*. Je regardais cette plante comme nuisible par son âcreté, et je témoignai à ma fermière mon étonnement, en m'informant de l'usage auquel elle destinait ce qu'elle faisait bouillir.

« Elle me dit que ses porcs engraisaient tant qu'ils en mangeaient, que tout le monde leur en donnait dans le pays, et qu'on n'avait observé aucun accident. Je vis distribuer cette bouée soir et matin à la dose d'environ 15 litres par tête; on avait soin d'y joindre une poignée de son.

« Je pense que le principe âcre de l'*arum* agit comme narcotique, abaisse le principe vital et favorise l'engraissement de la même manière que la laitue.

« J'ai communiqué cette observation à la Société d'agriculture de Blois, parce que je pense que, dans le moment actuel, tout ce qui tend à utiliser une plante regardée tout au moins comme inutile est un service rendu à l'industrie agricole. »

Parmi les plantes de la même famille, il en est qui fournissent des racines qui sont très grosses, et qui fourniraient, si elles étaient naturalisées en France, de très grandes quantités de fécule. De ce nombre sont :

- 1° L'*arum caladium*, de l'Amérique méridionale;
- 2° L'*arum colocassia*, qui croît dans le midi de l'Europe;
- 3° L'*arum caladium esculentum*, qui croît aux Canaries, à Taïti, au Brésil;
- 4° L'*arum macrorrhizon*, qui croît aux Moluques;

5° L'*arum caladium sagittæfolium*, qui croît aux Antilles.

L'extraction de la fécule de la racine d'arum doit être préparée à l'aide de machines, et sans que les ouvriers aient les mains en contact avec le suc qui en exsude. En effet, ayant voulu par la râpe faire cette extraction, je fus tout étonné d'éprouver à la peau des picotements, et de voir naître des ampoules. L'action de cette plante me fut mieux démontrée : une personne qui travaillait dans mon laboratoire, ayant achevé de râper un kilogramme de cette racine, éprouva sur les mains un erysipèle très douloureux, et même de la fièvre, accidents qui cessèrent par l'application des moyens convenables. A. C.

---

### OBJETS DIVERS.

---

#### MORTALITÉ A LONDRES.

On lit dans un journal :

« L'augmentation sensible de la mortalité à Londres est généralement attribuée à l'accumulation des cadavres dans les cimetières situés la plupart dans les quartiers les plus peuplés de la capitale. Transporter les champs d'inhumation hors de la ville, ce serait rompre des habitudes invétérées, et l'on trouverait peut-être de l'opposition dans les campagnes, où l'on verrait avec effroi s'établir des foyers d'émanations pestilentiennes.

« Une société s'est formée pour aviser à un procédé que l'engouement de la nouveauté fera probablement adopter. Cette association, présidée par un riche propriétaire, M. Nicholl, a tenu à l'Institut des ouvriers, dans Gould-Square, une séance annuelle. Il s'agit de renouveler l'ancien usage de brûler les morts sur un vaste bûcher dans le voisinage de Londres.

« La Société, qui déjà possède un capital assez considérable, ferait construire une espèce de four en briques, avec des barreaux en fer disposés par étages et par lesquels on établirait des couches successives de charbon de terre et de cadavres. Les frais ne dépasseraient pas ceux de l'inhumation ordinaire. Les familles pourraient recueillir les cendres

des morts et les déposer dans des urnes funéraires ou dans d'autres monuments au milieu d'un jardin immense dont la Société se propose de faire l'acquisition. Les cendres non réclamées seraient portées dans une sépulture commune.

« La Société a entendu avec intérêt la lecture d'un mémoire où il est dit que la peste est devenue endémique en Égypte, seulement à partir de l'époque où l'on a cessé soit de convertir les cadavres en momies, soit de les brûler.

« Nous ne savons quel avenir est réservé au procédé d'inhumation, à notre avis peu en harmonie avec nos idées de civilisation, que veut remettre en honneur la société de Londres; mais ce qu'il y a de certain, c'est que la mortalité de cette grande ville n'a subi aucune augmentation depuis plusieurs années, et qu'elle n'est point supérieure proportionnellement à celle de la plupart des petites villes ou même des campagnes. »

---

#### CONSERVATION DES PLANTES POUR HERBIER;

Par M. GANNAL.

Après avoir rangé, pendant l'herborisation, les plantes dans des feuilles de papier gris qui absorbent immédiatement l'eau d'interposition (de pluie ou de rosée), et où elles peuvent se conserver vingt-quatre heures sans altération, l'auteur, pour achever d'enlever l'eau d'interposition et celle de composition, place les plantes dans un vase en cuivre cylindrique de 50 centimètres de hauteur sur 60 de diamètre. On peut aisément introduire dans une capacité pareille un paquet de papier contenant cent exemplaires de plantes; on met dans l'espace resté vide sur les côtés environ 4 kilogrammes de pierres de chaux vive, et on fixe le couvercle de la boîte; puis on dépose celle-ci dans une petite cuve, et l'appareil est porté à la température de 50 à 60 degrés au moyen d'eau bouillante que l'on verse dans la cuve. On fait alors le vide avec une petite pompe pneumatique adaptée à un robinet placé sur le couvercle. Après avoir pompé à divers intervalles pendant deux ou trois heures, on laisse le tout tranquille pendant vingt-quatre ou trente heures; au bout de ce temps, en ouvrant l'appareil, on trouve les plantes sèches et parfaitement conservées.

Le moyen indiqué par M. Gannal repose donc sur l'élévation de la température et l'abaissement de la pression.

**RAPPORT DE LA COMMISSION CHARGÉE D'Étudier LES QUESTIONS DE  
REORGANISATION PHARMACEUTIQUE QUI DOIVENT ÊTRE TRAITÉES  
PAR LA SOUS-COMMISSION DES PHARMACIENS DE PARIS.**

*Messieurs les membres de la Société des Pharmaciens de l'Ouest.*

Messieurs,

Votre commission, composée de MM. Lebesconte, Duchesne, Molle et Moride, rapporteur, s'est réunie pour étudier les questions intéressantes de réorganisation pharmaceutique, que la sous-commission des pharmaciens de Paris a discutées ces jours derniers, et dont M. Dorvault, notre compatriote, a bien voulu nous entretenir à plusieurs reprises.

Quoique M. le président de notre Société nous ait fait prévenir que MM. les pharmaciens de Paris nous engageaient à différer de leur envoyer nos observations, nous avons cru, cependant, devoir poursuivre notre travail et venir aujourd'hui vous engager à persister dans l'idée première, qui consistait à écrire à la sous-commission, par l'intermédiaire de M. Dorvault, afin de prendre, nous aussi, part à la tâche.

Comme vous le savez tous, en effet, Messieurs, les usages, les besoins de la pharmacie de Paris, peuvent bien n'être pas les mêmes que ceux de la province. Il serait donc injuste que l'une décidât sans l'autre. N'est-ce pas, du reste, toujours par suite des conseils demandés aux personnes étrangères, aux choses pratiques et aux pharmaciens spécialistes de Paris, que le gouvernement a lancé des ordonnances souvent inapplicables, qui nous ont été si funestes?

Et s'il est vrai, comme l'a dit Montesquieu : *que les mauvaises lois font les mauvais citoyens* ; il est encore plus vrai de dire que les mauvais règlements pharmaceutiques font les mauvais pharmaciens.

De toutes les questions, la plus importante pour l'avenir de notre profession, c'est sans contredit celle de la *limitation*.

Mais sous un régime de liberté, convient-il de persister dans une semblable tendance? Non, dit la théorie; si, dit la pratique.

Cependant nous nous garderons de demander que nos officines soient considérées comme des *charges publiques*, surtout soumises à des enquêtes de *commodo* et d'*incommodo*. Nous repoussons de même, de toutes nos forces, l'*intervention du Conseil de salubrité*, dans cette ques-

tion de juger s'il convient ou non d'établir une pharmacie dans tel ou tel lieu.

La seule limitation que nous puissions comprendre, serait celle qui établirait que, *dans toute ville au-dessous de 1,000 âmes, il ne pût y avoir plus d'un pharmacien; qu'au-dessus de ce chiffre jusqu'à 3,000, on en tolérât deux; que dans les villes d'une population qui ne surpassât pas 25,000 âmes, on autorisât la création d'une officine pour 4,000 habitants; enfin, que dans les grandes villes il n'y eût qu'une pharmacie pour 5,000 âmes de population.*

Il est en province peu de pharmaciens qui soient opposés à la création de chambres de discipline, ou de chambre pharmaceutique, ou de syndicat pharmaceutique; expressions qui, toutes, doivent avoir pour nous la même signification; seulement, nous émettons le vœu que les membres appelés à composer ces chambres, soient au nombre de sept ou neuf par chaque département, et qu'ils soient choisis par les suffrages de leurs confrères; moitié parmi les pharmaciens exerçant, moitié parmi les pharmaciens retirés, après un exercice d'au moins cinq ans.

Les attributions des chambres de discipline seraient de veiller à ce que la pharmacie fût dignement, honnêtement exercée dans leur juridiction. Elles auraient pour mission de faire connaître à l'administration compétente, les délits qui pourraient attenter à la considération de la profession, afin de les faire réprimer au plus tôt; elle aurait le droit d'appeler devant elle et de censurer les pharmaciens coupables de délits; enfin, d'anéantir les difficultés qui viendraient à surgir, soit entre pharmaciens et pharmaciens, soit entre pharmaciens et leurs élèves. Elles feraient, quand elles le jugeraient convenable, des visites dans les officines, et nous épargnerions ainsi les vexations des inspecteurs officiels, dont on demande aujourd'hui la création au gouvernement.

Selon nous, la chambre de discipline ne devrait prononcer aucune peine; à chacun son rôle, à la justice des tribunaux le sien.

Un tarif légal est certainement bien à désirer. Deux systèmes ont été émis par rapport à sa rédaction. Ou ce tarif serait spécial et rédigé par les chambres de discipline, en rapport avec la richesse de leur pays, ou ce tarif serait unique et général pour toute la France, après avoir été fixé par une commission centrale, d'après les tarifs partiels tracés par les chambres de discipline des divers départements.

C'est à cette dernière opinion que s'est ralliée votre commission. Elle a

cru que par cette méthode on éviterait la tendance d'une baisse trop forte sur les médicaments, tendance qu'elle a tout lieu de craindre de la part du gouvernement. Elle croit que deux tarifs sont nécessaires, l'un pour le riche, et l'autre pour le pauvre ou les associations d'ouvriers.

Pour ce qui a rapport aux remèdes secrets, nous croyons être unanimes avec tous les pharmaciens de province, pour en solliciter la suppression totale.

Ne reste-t-il pas, en effet, à ceux qui croient avoir découvert des moyens curatifs utiles à l'humanité, la ressource de s'adresser au gouvernement pour obtenir des récompenses? (Articles 5 et 6 de la loi sur les brevets d'invention, 31 décembre 1790).

En terminant, nous ne pouvons mieux faire, Messieurs, que de répéter, avec M. Dorvault : « Quel dommage que la pharmacie française ne soit pas organisée fortement en société avec une caisse centrale, pour faire convenablement les choses ! »

Et cependant, nous serait-il donc si difficile d'atteindre ce résultat ? Non, nous ne le croyons pas, car il suffirait pour cela d'imiter les créations du baron Taylor, de l'Institut, qui vient, sous nos yeux, d'organiser ; avec tant de bonheur, les associations des artistes industriels et des gens de lettres.

Ce lien indestructible établi entre tous les pharmaciens, nous ne formerions plus qu'une grande famille, dont les ressources deviendraient immenses par la suite.

Votre commission conclut donc, Messieurs, à demander :

- 1° La limitation des pharmaciens basée sur le chiffre de la population ;
- 2° La création de chambres de discipline ;
- 3° Un tarif légal pour toute la France ;
- 4° L'abolition des remèdes secrets ;
- 5° L'organisation d'une société générale de pharmaciens français, à l'imitation de celles que M. le baron Taylor a si heureusement créées.

Les membres de la commission,  
Nantes, 17 décembre 1850. Ed. MORIDE, rapporteur.

## SOCIÉTÉ DE CHIMIE MÉDICALE.

Séance du mois de janvier 1851.

La Société reçoit :

1° Un prospectus d'un pharmacien de Paris qui prétend que, voulant soulager la classe ouvrière, il livrera à tout le monde et, sans doute, à ceux qui auront reçu des prospectus, des médicaments à des prix moins élevés de 100 pour 100, de façon qu'on pourra s'adresser chez lui, et ne pas aller au loin chercher ces médicaments.

Le prospectus désigne un établissement, mais ne porte point le nom du pharmacien qui le dirige. Cet oubli est peu convenable, car le nom du pharmacien fait beaucoup : tel nom inspire la confiance que n'inspire pas tel autre. Quoi qu'il en soit, le prospectus dit : 1° Que le pharmacien prie les docteurs de surveiller attentivement les médicaments qui sortiront de sa maison, et de ne pas l'épargner si tout n'est pas conforme aux prescriptions ; 2° qu'il sait que dans plusieurs maisons on a pu abuser de la confiance des clients, en changeant en partie l'ordonnance du médecin, afin de faire paraître moins cher les médicaments ; 3° qu'il tient essentiellement à remédier à d'aussi graves inconvénients ; 4° qu'il espère contenter toujours ceux qui voudront lui accorder leur confiance ; 5° que dans sa maison les élèves sont constamment surveillés par leur chef ; 6° qu'il ne vend qu'au comptant en raison de la modicité de son prix ; 7° que les médicaments servis la nuit ne subiront aucune augmentation. (Suit le prix courant qui contient trois pages in-8°.)

La lecture de ce prospectus nous avait suggéré de pénibles réflexions ; nous les avons rédigées, mais nous n'avons pas voulu les publier. Nous avons pensé que la personne qui avait répandu ce prospectus, n'avait pas réfléchi que, dans un but de lucre, elle accusait des confrères ; qu'elle faisait tort à tous, sans profit pour elle, car nous ne pensons pas que la publication d'un tel prospectus soit pour un pharmacien un moyen de réussite ; nous avons eu l'exemple de ce que produisent de semblables publications en effet, dans un quartier de Paris. Il y a quelques années, un pharmacien, dont la pharmacie était peu suivie, répandit dans son quartier des cartes prospectus ; un malade disait à son pharmacien, en lui présentant le factum du confrère du quartier :

*Il paraît que la pharmacie de monsieur un tel est bien malade, et qu'il ne fait pas grand chose; voyez ce qu'il vient de publier. Plus tard, la pharmacie à la carte était fermée.*

2° Un projet de loi sur l'exercice de la pharmacie modifié de celui élaboré par le conseil d'Etat en 1846.

3° Une note de M. Legrip, de Chambon, sur l'huile du foie de morue.

4° Une lettre de M. E. Poullenc, sur la coloration de la racine d'iris par le sulfate de fer.

5° Un rapport de M. Audouard, de Béziers, sur un cas d'empoisonnement par la noix vomique.

6° Une note sur les eaux salées des houillères d'Anzin, par M. Posier, pharmacien à Valenciennes (Nord).

7° Une lettre de M. Martin, sur l'huile de Mirbane.

8° Une lettre de M. Grandval, sur la préparation d'un extrait de bouillon à l'aide de son appareil.

9° Une lettre de M. N., pharmacien, qui contient les questions suivantes : 1° Un pharmacien a-t-il le droit d'aller faire des visites comme médecin ? 2° A-t-il le droit, lorsqu'un de ses clients va chercher un médicament sur l'ordonnance d'un médecin, de lui demander à quoi est destiné ce médicament, et de dire au malade que cela ne lui sera pas aussi favorable que le médicament qu'il pourrait lui donner pour sa maladie ? 3° A-t-il le droit de consulter les malades et de les traiter ? 4° A-t-il le droit d'exiger pour la consultation 1, 2, 3 et 4 francs, en sus du prix des médicaments qu'il ordonne et qu'il prépare ? 5° A-t-il le droit de critiquer ses confrères et de les éloigner de leurs officines, en disant que les médicaments qu'ils vendent ne valent rien, qu'ils ne sont pas bien préparés, etc.

Les questions qui nous sont posées, sont résolues depuis longtemps.

*Au médecin seul* appartient le droit de voir les malades, de formuler les médicaments; *au pharmacien seul* appartient le droit de préparer, vendre et débiter les médicaments, et le médecin ni le pharmacien ne doivent changer de spécialité.

Le pharmacien qui traite les malades, qui diffame les médecins, qui usurpe leurs droits, devrait être traduit devant les tribunaux et condamné pour exercice illégal de la médecine, à des dommages-intérêts qu'il aurait causés au médecin; il devrait, en outre, être attaqué par ses confrères et condamné à des dommages-intérêts équivalents aux

dommages qu'il peut leur avoir causé. Il est malheureux pour les deux professions qu'il y ait empiétement, et nous demandons chaque jour que la loi soit respectée par tous, quelle que soit la profession.

10° Un rapport de la commission, chargée, à Nantes, d'étudier les questions de réorganisation pharmaceutique qui doivent être traitées par la sous-commission des pharmaciens de Paris.

11° Une lettre de M. Moride, pharmacien à Nantes, qui nous fait connaître qu'il continue l'étude des eaux minérales du département de la Loire-Inférieure; et qu'il a reconnu, avec M. Bobière, la présence de l'arsenic dans les eaux ferrugineuses de Presailles et de l'Ebaupin.

12° Une lettre de M. Nicot, qui demande au rédacteur de prier M. Chatin de faire connaître le procédé qu'il emploie pour démontrer la présence de l'iode dans les eaux, les essais qu'il a faits sur diverses eaux ne lui ayant pas fourni les résultats qu'il attendait de ses recherches:

13° Une lettre de M. Bataille, qui nous demande: 1° Si un individu qui n'est pas médecin peut exercer l'homéopathie; 2° si cet homéopathe peut, d'accord avec un pharmacien, formuler les prescriptions qu'il ordonne, en mettant sur la formule: *Sirop selon ma formule; potion selon ma formule; pommade selon ma formule*; de façon que son pharmacien puisse seul exécuter ces formules inconnues.

L'individu qui n'est pas médecin ne peut exercer l'homéopathie; s'il est reçu médecin, il doit formuler les préparations qu'il ordonne, de façon à ce que tous les pharmaciens puissent les exécuter. Le pharmacien qui a entre les mains une semblable ordonnance, a le droit de se présenter chez le médecin et de lui demander connaissance de la formule à exécuter; et si elle lui était refusée, il pourrait se présenter devant l'autorité et déposer, à l'appui de sa déclaration, la formule inexécutable: l'autorité statuerait.

La Société reçoit divers journaux et brochures; ils seront examinés.

Au moment où le journal est sous presse, nous recevons une lettre de M. Silvant, qui nous fait connaître que, condamné par défaut, il a été relaxé en appel. Nous donnerons cette lettre dans le numéro de mars.

---

Le Gérant : A. CHEVALLIER.

---

Paris. — Typogr. de E. et V. PENAUD frères, 10, rue du Faubourg-Montmartre.